

Rompez avec Mitterrand !

Pour un Mai 68 allant jusqu'au bout !

27 avril -- A peine essuyé le cinglant désaveu des élections municipales ou la puante campagne raciste des Mauroy et Defferre contre l'"insécurité" et contre les soi-disant "intégristes musulmans" dans les usines n'a profité qu'à la droite et à ses partenaires fascistes, Mitterrand et son gouvernement de "gauche" récidivent leur sale coup contre la classe ouvrière, faisant la preuve que, quoi qu'il arrive, ils restent au service de la bourgeoisie. Ainsi confirment-ils eux-mêmes la position que nous avons eue de ne pas donner la moindre voix tant en 81 à Mitterrand -- président de guerre froide et d'austérité -- que lors de ces élections municipales à ces partis gouvernementaux qui mènent une politique anti-ouvrière. Le deuxième plan d'austérité du gouvernement Mauroy (3ème édition) est une attaque frontale anti-ouvrière, encore plus basse et brutale que le premier. Mitterrand ne s'en est pas caché lors de son récent voyage dans le Nord, une région où justement les ouvriers sont frappés de plein fouet par la crise du capitalisme; au contraire, il en a profité pour se faire menaçant: "L'autorité de l'Etat doit être respectée (...). Aucune revendication catégorielle ne peut être acceptée dès lors qu'elle nuit aux intérêts du pays" (Libération, 26 avril).

L'objectif "barriste" avoué de ce plan est en effet de défendre et d'accroître les profits du capitalisme français (mis à mal par une concurrence interimpérialiste exacerbée).

Suite page 4



Gamma



Gamma

Une lutte victorieuse contre le système capitaliste en décadence nécessite de briser l'étai des bureaucrates



Pascal Lescot

Mobilisations ouvrières contre les attaques racistes !

Flics hors des quartiers immigrés !

26 avril -- Pour les fascistes et les flics racistes et assassins, la ratonnade a commencé. Au moins une fois par mois les flics abattent de sang-froid un jeune Maghrébin. Et les fascistes ont fêté la victoire du sinistre bloc électoral entre les racistes d'extrême droite et le PS à Marseille en posant une bombe qui déchiqueta un enfant tzigane: l'engin avait été placé sur le terrain vague qui lui servait de terrain de jeu, dans la cité de "transit" du Baou. La population des quartiers immigrés est tenue en otage par les descentes quotidiennes de police, les ratonnades, les interpellations abusives. Le métro de Paris est pratiquement un territoire occupé; il y a parfois plus de flics que d'êtres humains sur le quai.

La terreur de la flicaille et les meurtres dans les commissariats

de police de Paris n'ont jamais cessé depuis la sale guerre coloniale d'Algérie. Mais ces derniers mois la France chauvine blanche a déclaré la guerre aux "immigrés". (Beaucoup des victimes de ces attaques sont des citoyens français et n'ont aucun pays où "retourner".) Et le feu vert pour la terreur raciste vient tout droit de l'Elysée et de la Place Beauvau où le tristement célèbre Gaston Defferre ("Marseille c'est la sécurité") continue à l'échelle du pays ce qu'il a fait depuis des dizaines d'années dans son fief méridional: il déchaîne la terreur de la flicaille contre la population non blanche.

Un bilan partiel:

● Marseille, 23 juin 1982 -- Un des leurs ayant annoncé l'imminence d'"une opération à la Begin" contre la population arabe, une centaine de chauffeurs de taxis prennent

prétexte d'un petit vol pour établir le blocus de la cité Bellevue. Tout au long de la nuit, ils rôdent dans le quartier, attaquant leurs victimes avec des barres de fer et des manches de pioche, et tirant avec des armes automatiques. Plus de quinze victimes, des dégâts matériels importants. Les flics? Ils ne se sont pas montrés.

● Paris, 9 août 1982 -- L'attentat monstrueux de la rue des Rosiers, six morts, fait remonter à la surface les effluves pestilentiels de l'antisémitisme profondément enraciné dans la société française. De Defferre, se plaignant que des citoyens innocents aient pu mourir pour des causes étrangères, à Mitterrand, qui insiste pour nier que ce soit un attentat antisémite, une ligne passe: les juifs ne sont pas comme "nous", les "vrais Français". Et ce, dans le pays qui pendant la guerre a livré volontaire-

ment à l'horreur des fours et des chambres à gaz ses juifs de la zone non occupée par les nazis.

● Bron, cité de St-Jean, 28 septembre 1982 -- Ahmed Boutelja est assassiné par un certain Jean-Claude Lopez; la famille de la victime est maintenue en garde à vue. Six mois plus tard, Lopez est libre. Comme le disait un habitant de Vénissieux qui a participé à l'organisation d'une protestation contre la libération de Lopez, "En France lorsqu'on est poursuivi pour abandon de chien on risque une année ferme. Mais pour le meurtre d'un Maghrébin, il n'en coûte que six mois (...)"

● Garges-lès-Gonesse, cité la Fauconnière, 15 décembre 1982 -- Un jeune garçon, Yacid Ghouri, est assassiné par un libraire de "Legitime défense", une organisation protofasciste qui

Suite page 10

Nicaragua: Parachevez la révolution! Exterminez les envahisseurs!

L'article ci-dessous est traduit du n°108 de *Young Spartacus*, le journal de nos camarades américains de la Spartacus Youth League (SYL), organisation de jeunesse de la Spartacist League (SL). Nos camarades luttent au sein même de la citadelle impérialiste US contre les bouchers d'Amérique centrale et l'aide que leur apporte l'impérialisme US. Cette lutte fait partie d'une lutte plus large pour la révolution américaine — pour les mobilisations ouvrières/noires contre la terreur raciste, pour des grèves avec occupation contre les licenciements massifs, etc. Parce que la seule façon de protéger durablement les acquis révolutionnaires des peuples du Salvador, du Nicaragua, du Mexique et du reste de l'Amérique latine, c'est la révolution socialiste aux Etats-Unis mêmes.

Les ouvriers et les jeunes américains doivent défendre le Nicaragua contre la campagne contre-révolutionnaire menée sous le parrainage des USA. Reagan cherche ouvertement à renverser le régime nationaliste de gauche qui est arrivé au pouvoir en 1979 après une lutte meurtrière qui fit tomber Somoza, le tyran mégalomane soutenu par les USA, une lutte dans laquelle le boucher de Managua essaya d'anéantir pratiquement toute une génération de jeunes hommes nicaraguayens. Cyniquement, les Etats-Unis ne nient même pas qu'ils fournissent un soutien aux bestias meurtriers — les mercenaires contre-révolutionnaires basés au Honduras — qui ont à plusieurs reprises envahi le Nicaragua, tuant des centaines de personnes. On estime à 2000 le nombre de *contras* soutenus par la CIA qui opèrent actuellement dans les provinces du nord du Nicaragua, et les Etats-Unis ont à deux reprises engagé des "manoeuvres de guerre" conjointement avec le Honduras le long de la frontière nord du Nicaragua. La SYL [et la SL] disent: Exterminez les envahisseurs! Parachevez la révolution nicaraguayenne! Chassez les Etats-Unis d'Amérique centrale!

En 1961 des exilés cubains soutenus par la CIA ont envahi Cuba et ont subi une défaite honteuse à la baie des Cochons. De façon similaire, les sandinistes ont mis en place une "souricière" pour les contre-révolutionnaires soutenus par les USA: "Ils y entrent mais n'en sortent pas". A chaque fois que les *contras* assiègent un village, ils en furent délogés par l'armée sandiniste avec de lourdes pertes. Pour chacun de ces assassins mercenaires que les sandinistes descendent, ce sera toujours un *gusano* de moins qui rôdera dans les rues des Etats-Unis, vendant

de la drogue et tentant d'assassiner des diplomates: rappelez-vous, c'étaient des Cubains anticastroïstes entraînés par la CIA qui assassinèrent en 1976 l'ex-ministre des affaires étrangères d'Allende, Orlando Letelier.

Mais il y a une différence décisive entre le Cuba de 1961 et le Nicaragua d'aujourd'hui. En 1961, la classe capitaliste cubaine avait pris la fuite pour Miami après avoir été expropriée. Et bien que le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie nicaraguayenne ait été écrasé par la révolution de 1979, cette bourgeoisie détient encore 60% de l'économie nationale. Ces partenaires subalternes de l'impérialisme constituent une puissante base intérieure pour la contre-révolution. C'est à cette cinquième colonne capitaliste que le pape polonais Wojtyla — parrain de Solidarnosc, le seul "syndicat ouvrier" aimé de Reagan — s'adressait durant sa visite éclair au Nicaragua, le 4 mars dernier. Contrairement au troupeau pro-Solidarnosc de la soi-disant gauche, nous avons constamment fait remarquer que le Vatican ne peut être autre chose qu'une arme de la réaction impérialiste.

Mais Managua n'est pas Varsovie, et le pape a d'ailleurs eu une chaude réception à la Plaza du 19 juillet (date anniversaire de la révolution sandiniste). Wojtyla a été pratiquement chassé de la tribune pendant que des dizaines de milliers de gens scandaient "Nous voulons la paix!" et "Pouvoir populaire!" Le pape offrit ses condoléances pour les somozistes emprisonnés, mais, ce qui est significatif, ne dit mot au sujet des 50 000 Nicaraguayens martyrisés dans la lutte contre Somoza. Comme nous l'écrivions dans le *Young Spartacus* du mois dernier, "La visite du pape sera certainement l'occasion pour une mobilisation de la bourgeoisie locale au Nicaragua..." Et, bien que les "El Papa" scandés par les réactionnaires à la Plaza du 19 juillet fussent recouverts par les cris des partisans de la révolution, neuf jours plus tard 500 Nicaraguayens fortunés manifestaient dans les rues de Managua scandant "Vive le Nicaragua catholique!" "Avec dieu et le patriotisme, nous combattons le communisme", annonçait le radio du "Front démocratique nicaraguayen" lié à la CIA.

Cependant les sandinistes colportent des illusions avec des mots d'ordre tels que "Entre la chrétienté et la révolution, il n'y a aucune contradiction". L'invitation du pape exprimait en soi leur tentative de suivre l'impossible "voie intermédiaire" d'une "économie mixte" et du "pluralisme politique". Mais c'est complètement

intenable: soit les sandinistes feront comme les loyalistes de la république espagnole dans les années 30, sacrifiant la révolution sur l'autel du "pluralisme" et de la propriété privée dans le but de se concilier les impérialistes, soit ils prendront la "voie de Cuba", expropriant les capitalistes et effectuant bureaucratiquement une révolution sociale par le haut. Même dans cette dernière éventualité, le pouvoir politique resterait dans les mains d'une caste petite-bourgeoise nationaliste hostile à l'extension de la révolution. Le nationalisme étroit des sandinistes est un obstacle



Les milices populaires s'entraînent pour combattre les *contras* UPI

à la victoire de ce qui peut devenir une guerre civile dans toute l'Amérique centrale; ils disent malheureusement la vérité lorsqu'ils nient fournir de l'aide aux insurgés de gauche au Salvador. Ce qu'il faut, d'une façon urgente, c'est un parti trotskyste pour mobiliser la classe ouvrière depuis Managua jusqu'à Mexico et au-delà, pour défendre la révolution nicaraguayenne en la parachevant et l'étendant internationalement.

A la manifestation du 25 mars, appelée par Casa Nicaragua, devant le siège de la délégation hondurienne de l'ONU à New York, il y avait une démarcation politique tranchée entre les réformistes qui cherchent à se concilier l'impérialisme et les trotskystes qui se battent pour l'écraser. Environ 90 manifestants organisés par les spartacistes scandaient "*Contras no, obreros sí*, renversez la bourgeoisie!" et "Ecrasez la tentative de Reagan d'une nouvelle baie des Co-

politiciens capitalistes, la SYL [et la SL] font appel à la puissance de la classe ouvrière pour chasser les USA d'Amérique centrale: par exemple aux militants du syndicat des dockers de la côte ouest qui luttent pour un boycottage de tout envoi d'armes au Salvador (Cf. encadré ci-dessous). Comme le gang de Reagan le rend explicite tous les jours, la guerre de l'impérialisme US contre les ouvriers et paysans d'Amérique centrale fait partie intégrante de toute sa campagne de guerre antisoviétique. La défense de Cuba et de l'URSS commence en Amérique centrale!

La défense de la révolution nicaraguayenne et des masses insurgées ailleurs en Amérique centrale nécessite une âpre lutte de classe dans le coeur de la bête impérialiste US — la lutte contre les réactionnaires reaganiens, et également, la lutte contre les "libéraux" impérialistes et leurs suivistes réformistes. Défendez, parachevez, étendez la révolution nicaraguayenne! Exterminez les envahisseurs! Ecrasez la tentative de Reagan d'une baie des Cochons au Nicaragua!

Action ouvrière contre l'aide US aux bouchers d'Amérique centrale!

La motion reproduite ci-après a été votée le 21 mars dernier par le bureau exécutif du local 10 du syndicat américain des dockers, l'ILWU, pour être présentée au congrès national du syndicat. Son appel à une grève de 24 heures des ports de la côte ouest contre toute aide américaine à la junte salvadorienne est d'une nécessité urgente face à l'escalade belliciste de Reagan contre les insurgés de gauche du Salvador et le Nicaragua sandiniste. En effet, comme le soulignent nos camarades américains dans l'article ci-dessus, les actions de solidarité des travailleurs américains avec leurs frères de classe d'Amérique centrale sont d'une importance décisive pour arrêter le bras meurtrier de Reagan

et chasser l'impérialisme US d'Amérique centrale.

CONSIDERANT QUE:

Le bureau exécutif international de novembre 1980 a déclaré que "l'ILWU proteste énergiquement contre toute aide militaire, politique et économique des USA au gouvernement militaire du Salvador qui impose un règne de terreur sur le peuple" et que tous les locaux de l'ILWU sont autorisés à "refuser de charger tout cargo militaire ou tout équipement soi-disant 'anti-émeute' en destination du Salvador", et

CONSIDERANT QUE:

Face aux importantes victoires remportées par les rebelles salvadoriens, l'administration Reagan demande l'augmentation

immédiate et massive de l'aide économique à la junte sanguinaire, y compris l'augmentation importante du nombre des conseillers militaires US, et

CONSIDERANT QUE:

Nos frères et soeurs du Salvador ont un besoin urgent d'une aide immédiate du mouvement ouvrier américain s'exprimant dans des actes spécifiques de solidarité ouvrière, par conséquent

AVONS DECIDE QUE:

L'ILWU organisera une grève de 24 heures dans tous les grands ports de la côte ouest pour exiger l'arrêt de toute assistance militaire, politique ou économique des USA au Salvador.

Traduit de *Workers Vanguard* n°327

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.
Pour toute correspondance:
• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)
Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La LTF et des groupes tamouls protestent contre la venue en France du premier ministre ceylanais

Halte à la terreur anti-tamoule!

22 avril -- Environ deux cents personnes, en très grande majorité tamoule, ont manifesté le 21 avril devant l'agence d'Air Lanka à Paris pour protester contre la venue en France de Premadasa, premier ministre du Sri Lanka. Cette manifestation s'est tenue à l'initiative de la Ligue trotskyste de France (LTF), avec le soutien de Liberation Organisation of People-Tamil Eelam (section française) qui a publié et distribué son propre tract d'appel à cette manifestation et de Tamil Eelam Liberation Council (TELC). Malgré la discrétion toute particulière de la visite de Premadasa en France, cette manifestation tenait à dénoncer publiquement la terrible répression qui s'abat au Sri Lanka sur le peuple tamoul sous le régime de J.R. Jayewardene, l'homme fort du pays, soutenu par Reagan, Mitterrand et autres impérialistes. Nos pancartes revendiquaient, entre autres: "Libérez les victimes de la terreur anti-tamouls!", "Droit d'autodétermination pour les Tamouls!", "Libération des femmes par la révolution socialiste!", "Pour un gouvernement ouvrier et paysan au Sri Lanka!" et "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés en France!" De nombreuses pancartes rédigées en tamoul furent confectionnées sur place par les manifestants tamouls venus en grand nombre; on pouvait y lire: "Libérez les Tamouls emprisonnés!", "Peuple tamoul, réveille toi!", "Tamoul Eelam est inévitable!", "Premadasa est la marionnette du gouvernement américain!", etc. Pendant plus d'une heure, les manifestants scandèrent avec énergie en français, anglais et tamoul de nombreux mots d'ordre, dont: "Halte à la terreur anti-Tamouls!", "Libérez les victimes de la répression anti-Tamouls!", "Premadasa/Jayewardene, vous avez du sang sur les mains!", "Bas les pattes devant Tamoul Eelam!", "Premadasa, Go home!" etc. De nombreux journaux spartacistes ont été vendus, en particulier 100 exemplaires d'*Illangai Spartacist*, publication en tamoul de nos camarades de la Spartacist League/Lanka. Et le lendemain, ce furent environ 350 manifestants qui, à l'appel de TELC, se rassemblèrent pendant trois heures à proximité de l'ambassade du Sri Lanka à Paris, rassemblement auquel participa la LTF.

Premadasa est un représentant de l'United National Party (UNP) de J.R. Jayewardene, qui a fait récemment un pas de plus vers une dictature ouverte en imposant un plébiscite pour prolonger la vie du parlement dominé par son parti; cela signifie six années supplémentaires d'austérité dirigée par le Fonds monétaire international. J.R. s'est incliné devant chaque diktat de ces banquiers impérialistes, réduisant les subventions de l'Etat pour les produits de première nécessité, coupant le budget de la santé et de l'éducation, réduisant les ouvriers et les pauvres à une vie de misère désespérée, tout en participant aux projets de Reagan pour étendre l'hégémonie américaine dans l'océan indien. Ainsi, la déclaration de la LTF, à la manifestation du 21 avril, après avoir insisté sur "le lien sinistre entre les gouvernements américain, français et J.R. Jayewardene" dans le cadre de "la course à la guerre impérialiste contre l'Union soviétique", apportait la précision que "Reagan et les autres impérialistes sont derrière l'austérité rampante de J.R./Premadasa parce que Sri Lanka est stratégique pour leur course à la guerre antisoviétique. La base américaine de Diego Garcia et leur tentative d'avoir accès au port, militaire-



Le Bolchéviek



Workers Vanguard

Manifestations contre la venue de Premadasa à Paris le 21 avril (en haut) et à Washington le 13 (en bas)

ment clé, de Trincomalee sont cruciaux pour les desseins contre-révolutionnaire des impérialistes de reconquérir les Etats ouvriers comme l'Union soviétique et le Vietnam. Pas un pouce de Lanka aux impérialistes! Halte aux marchés impérialistes sur les armes avec le gouvernement J.R.! France et Etats-Unis, hors de l'océan indien! Indépendance pour la Réunion! France hors de Mayotte! A bas la course à la guerre antisoviétique de Reagan/Mitterrand!"

Dans le passé, la tendance spartaciste internationale a déjà défendu activement la minorité tamoule opprimée. Ainsi, quand, en août 1981, une centaine de Tamouls passèrent par Berlin-Ouest pour échapper à la terrible répression au Sri Lanka, nos camarades allemands de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD) organisèrent une manifestation pour demander le droit d'asile politique. En décembre dernier, la TLD participait à une manifestation contre la répression frappant les Tamouls. Et cette fois, c'est à l'occasion d'une tournée de Premadasa auprès de ses maîtres impérialistes que nos camarades se sont mobilisés contre les bouchers Premadasa et Jayewardene et leurs soutiens impérialistes. Avant le gouvernement de Mitterrand, c'est avec Reagan et Thatcher que s'est entretenu le premier ministre ceylanais. Et, aux USA comme en Grande-Bretagne, nos camarades de la Spartacist League/US (SL/US) et de la Spartacist League/Britain ont réservé le même accueil

à l'émissaire du boucher J.R. A Washington notamment, son entrée dans le National Press Building fut accueillie par les manifestants réunis à l'appel de la SL/US et de Eelam Tamils Association of America aux cris de "Premadasa, Jayewardene, vous avez du sang sur les mains!" et "Halte au meurtre des bébés tamouls!" Nos camarades dénoncèrent également le rôle répressif, chauvin-cinghalais et anti-ouvrier, joué par le front populaire de Bandaranaike qui a créé les conditions permettant l'accession au pouvoir de Jayewardene. Une pancarte disait: "La sanguinaire Mme B. a pavé le chemin à Jayewardene 'copain des yankees'!" Un journaliste demanda à Premadasa, durant la réception, ce qu'il pensait de la manifestation à l'extérieur et de la façon dont était traitée la minorité tamoule opprimée; celui-ci répondit cyniquement que les dignitaires rassemblés ici avaient sans doute à faire face à des "agitateurs"

dans leur propre pays et qu'"au Sri Lanka, notre peuple vit en paix et en harmonie".

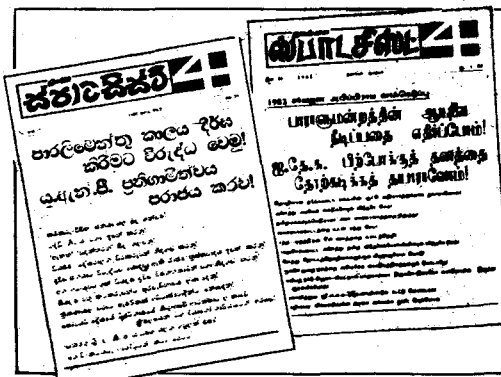
La "paix" que J.R. essaie d'imposer dans les zones tamoules est la paix des cimetières, sous l'"harmonie" des lois de l'état de siège au nom duquel le Nord est occupé par l'armée ceylanaise. Une répression gouvernementale accrue et une vague de violences policières se sont abattues sur les étudiants grévistes -- cinghalais et tamouls -- à l'université de Colombo et sur les autres campus. A Jaffna le 26 janvier, des étudiants réclamèrent l'abrogation de la Loi de Prévention du terrorisme, et ils ont organisé la plus grosse manifestation de ces derniers temps. De nombreux participants tamouls aux manifestations de Washington et de Paris ont eux-mêmes été victimes de la répression, emprisonnés, frappés et torturés par le gouvernement ceylanais.

Un des participants à la manifestation de Washington parla à un journaliste de *Workers Vanguard* (journal de la SL/US) de ses longues années de prison, qui commencèrent la nuit où l'armée encercla sa maison, le jeta dans la rue et l'emmena dans les bureaux de la police secrète où il fut torturé et interrogé. "Nous sommes détenus sans jamais avoir vu un magistrat, juste enfermés, gardés en prison (...). De nombreux jeunes gens arrêtés comme moi ont été assassinés, et leurs corps ont disparu. Certains de mes amis qui ont été relâchés ont été arrêtés de nouveau. Nous ne savons pas où ils sont, ils ont été tués. Quelque cinq corps, pendus et leurs têtes séparées, ont été retrouvés dans la rue, juste pour montrer aux gens 'ce qui vous arrivera' si vous élevez la voix ici."

Contre les attaques violentes de l'armée contre les Tamouls à Jaffna en juin 81, la Spartacist League/Lanka nouvellement formée protesta, alors que la gauche chauvine resta presque silencieuse. L'automne dernier nos camarades de la Spartacist League/Lanka dénoncèrent le referendum bidon -- "une élection pour mettre fin à une élection" -- pour consolider son régime dictatorial. *Lanka Spartacist* (en cinghalais) et *Illangai Spartacist* (en tamoul) défendirent le droit des groupes de militants tamouls d'organiser le boycottage contre le plébiscite. La SL/L notait que c'est sous l'impact de la crise économique mondiale que les dirigeants capitalistes de Sri Lanka sont obligés de laisser tomber le masque de la démocratie bourgeoise. J.R. a établi des "zones franches", où des jeunes femmes vivent dans des baraquements, travaillent comme des esclaves et où les syndicats sont illégaux.

A Paris, le 21 avril, après que deux orateurs tamouls, un de TELC et un de Liberation Organisation of People-Tamil Eelam (organisations qui sont en faveur d'un Etat séparé de Eelam au nord et à l'est du Sri Lanka), eurent pris la parole, notamment pour dénoncer la terreur sanguinaire du gouvernement chauvin-

Suite page 4



Spartacist Lanka
(en cinghalais) n° 5 - nov. 1982

Spartacist Illangai
(en tamoul) n° 2 - nov. 1982

Le Bolchéviek
B.P. 135 - 10
75463 Paris Cédex 10 **5 F**

Spartacist League/Lanka
33 Canal Row
Colombo 01 Sri Lanka **10 Rs**

Les flics voulaient censurer:

Au cours de la manifestation du 22 avril, aux abords de l'ambassade du Sri Lanka, protestant contre la venue du premier ministre ceylanais, un commissaire de police est intervenu à deux reprises pour sommer un militant de la Ligue trotskyste de retirer une de nos pancartes, où était inscrit notre mot d'ordre: "Mitterrand, fauteur de guerre antisoviétique". Sous prétexte qu'il représentait une atteinte à la "dignité" du chef de l'Etat! Il a même menacé de faire venir deux cars de flics pour le faire disparaître.

Après avoir consulté les organisateurs tamouls de la manifestation, nous avons décidé de maintenir la pancarte, et (probablement après une consultation avec ses supérieurs) le commissaire a reculé. L'incident est mineur, mais significatif. Ce flic n'était pas simplement enragé par notre opposition à la course à la guerre antisoviétique; il cherchait aussi un prétexte pour intervenir contre des immigrés, opposants tamouls "invités de la France" selon ses termes, qui protestaient contre un réactionnaire ceylanais venu quémander les faveurs de l'impérialisme français.

Le prétexte invoqué, l'article



Le Bolchévik

L'objet du "délit"

26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la "liberté de la presse" (sic), représente une menace pour le mouvement ouvrier. De Gaulle l'avait souvent utilisé durant son règne, quand il sentait sa personne bonapartiste menacée. Le "délit" d'"offense au président de la république" ne peut être qu'une mesure de censure politique arbitraire. La loi bourgeoise fait de la critique politique une calomnie personnelle, en vérité un crime de lèse-majesté d'Ancien régime. L'abolition de cette législation qui protège le pouvoir personnel est une revendication démocratique élémentaire. A bas la loi du 29 juillet 1881!

Halte à la terreur...

Suite de la page 3

cinghalais contre le peuple tamoul, un porte-parole de la LTF intervint à la fin de la manifestation pour souligner le lien qu'il y avait entre le voyage de Premadasa dans les capitales impérialistes, Washington Londres et Paris, et les projets de Reagan et de ses alliés pour les installations militaires US dans l'océan indien: "J.R. Jayewardene, tu étais tellement bon garçon à la conférence des non-alignés. Tu t'es opposé à la motion contre la base militaire à Diego Garcia. Tu as fait tout ce que le gouvernement américain t'a demandé de faire. Qu'en est-il des marchés, conclus dans le mystère, les marchés sur la location des réservoirs de pétrole à Trincomalee? Quels sont les intérêts des impérialistes à Trincomalee? Qu'en est-il des fonds du FMI que les Etats-Unis envisagent de couper? Est-ce, de cela que tu veux parler dans ta tournée des capitales impérialistes? Dans la course à la guerre impérialiste contre l'Union soviétique, Reagan a un allié loyal en Mitterrand, et ils ont besoin d'allié comme J.R. J.R. est prêt à faire verser chaque goutte de sang aux ouvriers et paysans de Sri Lanka si seulement Reagan finance son système capitaliste corrompu (...). A bas la course à la guerre antisoviétique!" Le camarade, après avoir rappelé que "les travailleurs tamouls à Lanka et en Inde sont clé pour la révolution en Asie

du Sud", termina par un appel internationaliste à la lutte contre le gouvernement de Jayewardene: "Les ouvriers et paysans de Lanka, cinghalais et tamouls, hommes et femmes, doivent s'unir dans une lutte révolutionnaire contre le gouvernement Jayewardene haï! Pour une fédération soviétique unie de l'Asie du Sud!" Le chant national Tamoul Eelam et une Internationale militante mirent fin à cette manifestation particulièrement réussie. Vengeance pour le sang de Jaffna! Pouvoir ouvrier! ■

Le Bolchévik



Manifestation du 22 avril -- Femmes ouvrières, Tamouls, clés pour la révolution!

Pour un Mai 68...

Suite de la page 1

bée par une crise qui frappe toute l'économie capitaliste) aux dépens de la consommation. C'est-à-dire du pouvoir d'achat des travailleurs. L'impôt supplémentaire de 1% et l'emprunt obligatoire de 10% sur l'impôt, s'ajoutant à diverses hausses, notamment celle des tarifs publics, et aux nouvelles taxes d'"ordre moral" (sur le tabac et l'alcool), devraient entraîner une baisse de 4% du pouvoir d'achat, sans compter l'inflation. Peu après, Delors ajoute que l'impôt supplémentaire sera reconduit et même qu'il faudra certainement encore un "nouvel effort d'ajustement": Mesures génératrices de chômage: 100000 chômeurs supplémentaires d'après Delors (plus de 200000 rectifie l'OCDE), avant tout des immigrés, des femmes et des jeunes, auxquels Henu offre cyniquement un uniforme à défaut de travail!

Austérité pour les travailleurs, mais pas austérité pour la guerre froide antisoviétique. Le projet de loi de programmation militaire pour 1984/88 prévoit de dépenser 830 milliards de francs en cinq ans (soit des dépenses annuelles en augmentation de 6% sur le budget de 1983), notamment pour la construction d'un porte-avions à propulsion nucléaire et d'un septième sous-marin nucléaire qui viendront renforcer l'arsenal de guerre de l'impérialisme français tourné contre le bloc soviétique!

En envoyant ses flics contre les travailleurs de la SGF de Ste-Jamme ou l'armée briser la grève des PTT de Toulouse, le gouvernement se montre décidé à mettre en application les menaces de Mitterrand et à utiliser les bandes armées de l'Etat

**Rompez avec Mitterrand !
Pour un Mai 68
allant jusqu'au bout !**

MEETINGS

Elbeuf 30 avril - 15 h
Salle municipale
Maison des syndicats

Rouen 2 mai - 20h
Salle Mac Orlan
Place Saint Sever

bourgeois pour faire respecter son plan d'austérité. Mais que de telles agressions aient pu avoir lieu sans la moindre réaction de la part des directions actuelles de la classe ouvrière est scandaleux. De même qu'est scandaleuse l'absence de riposte d'envergure de la part de ces directions aux mesures d'austérité qui, sous Barre, auraient provoqué une réaction au moins minimum de défense. Mais, comme le confiait au journal du patronat *l'Expansion* (18 mars) un ancien collaborateur de Barre: "C'est vrai que la gauche est mieux placée pour faire accepter de dures réalités (...)" Le gouvernement Mitterrand, gouvernement de front populaire -- alliance de collaboration de classes entre des partis ouvriers réformistes et des politiciens bourgeois -- espère bien en effet que, bénéficiant du soutien des directions des syndicats et des partis dirigeants de la classe ouvrière (au premier chef du PCF), les mesures anti-ouvrières réclamées par la crise capitaliste passeront sans riposte majeure de la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie et ses lieutenants dans le mouvement ouvrier savent aussi que le risque est gros, et le servile Bergeron désigne avec lucidité le spectre qui les hante: "Le gouvernement doit prendre conscience de la dimension du mécontentement" des travailleurs; des "risques de tension" incontrôlés pourraient "tout remettre en cause. Nous avons connu cela avant 1968. Je ne dis pas que c'est la même chose, mais enfin, il faut y penser" (*Libération*, 9-10 avril). Exactement! Il faut que la classe ouvrière réalise leur cauchemar: Rompez avec Mitterrand! Grève générale contre les mesures d'austérité gouvernementales! Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout!

Face à la colère des militants du PCF et de la CGT face au plan, Marchais lâche du lest et se fait combattif: "Je n'avale pas facilement de couleuvres, je ne suis pas disposé à en avaler du tout." Le passé (notamment sa capitulation devant le PS sur l'Afghanistan et la Pologne pour pouvoir entrer dans le gouvernement) prouve le contraire; l'avenir va démontrer que Marchais a gardé bon appétit!

MARCHAIS AVALE LES COULEUVRES ET RAMPE

La direction du PCF espérait un débat parlementaire pour amender les mesures gouvernementales. (Amender c'est-à-dire aménager l'austérité.) Mitterrand lui fait avaler sa première couleuvre en décidant que ce serait

non le parlement mais le gouvernement qui légiférerait par ordonnances (ces fameux "pouvoirs spéciaux" dénoncés naguère par la "gauche") La direction du PCF, par la bouche de Lajoinie, menace de s'abstenir si Mauroy ne prend pas en compte ses amendements. Deuxième couleuvre à avaler: Mauroy n'accepte qu'un amendement. Et quel amendement! Une modification que Mitterrand et lui-même avaient proposée une semaine avant: abatement sur l'impôt supplémentaire en fonction du nombre d'enfants et exonération de cet impôt supplémentaire pour ceux qui ne sont pas imposables! Pour voter la loi d'ordonnances, la direction du PCF se targuera aussi des "bonnes paroles" de Mauroy s'engageant à continuer à lutter contre le chômage. Il répète ce même mensonge depuis 2 ans, avec le "succès" que l'on connaît!

Le mécontentement est tel dans le PCF qu'on voit réapparaître des tentatives de récupération réformiste "combative" comme ces "cadres et anciens cadres" du PCF, qui ne remettent pas en cause la participation à des gouvernements bourgeois mais seulement le nombre de couleuvres à avaler, ou Jeannette Thorez-Vermeersh qui s'indigne de voir pour la première fois (!) le PCF soutenir une politique de collaboration de classe ouverte. Curieuse amnésie pour quelqu'un qui partage avec son illustre époux 30 ans de trahisons stalinienne! Et 1936? Et 1945? Comment caractériser autrement que de collaboration de classe le gouvernement de la "Libération" entre PC, SFIO et bourgeois du MRP et de Gaulle lui-même! Le PCF n'était pas alors un parti de 15 à 20% de voix, mais le principal parti ouvrier, le principal parti tout court. Il a alors brisé une situation de type révolutionnaire pour remettre en selle des politiciens bourgeois déconsidérés, pour reconstruire un Etat bourgeois, pour "mobiliser" les travailleurs pour "retrousser leurs manches" au plus grand profit des capitalistes français! Et quand la bourgeoisie n'eut plus besoin de lui, elle le renvoya comme un de ses domestiques!

Révolution rapporte: "Le PC avale des couleuvres et reste muet car il est obligé d'être muet" [dit un militant du PC] et comme l'un d'eux [des militants] ira jusqu'à demander le départ des quatre ministres interpellés, il se verra répondre par un malin que si telle était vraiment son intention 'il ne lui resterait plus qu'à manifester auprès des internes des hôpitaux et des patrons de l'industrie... et à reprendre les armes pour imposer la dictature

du prolétariat!" Apparemment, le "malin" connaît ses classiques de l'amalgame stalinien (toute critique égale droite); plus intéressant est la référence à la "dictature du prolétariat" (abandonnée d'ailleurs officiellement par le PCF). Car, c'est avec le même argument "réaliste" que la direction du PCF a brisé le mouvement pré-révolutionnaire de Mai 68. Car, c'est en opposant à l'impossibilité de la dictature du prolétariat la perspective "réaliste" des élections parlementaires (que d'ailleurs le PCF perdit!) que la direction du PCF démobilisa un prolétariat qui aspirait à renverser cette société d'exploitation capitaliste. Le PCF parle beaucoup de "mobilisation" pour faire contre-poids à la droite, mais concrètement il organise la démobilisation. Ainsi, ces "journées d'action", faites de délégations, pétitions, débrayages limités, qui envoient les travailleurs en ordre dispersé, les uns après les autres, dans une parodie de lutte. Alors que les travailleurs aussi bien dans les ports qu'à Renault-Le Mans ont montré une volonté de se battre pour leurs revendications.

Mieux, début avril à Aulnay, les OS de Citroën, déjà depuis des mois à l'avant-garde avec leurs camarades de Renault, à Flins et Billancourt, et dont les grèves ont été isolées et bradées par les bureaucraties syndicales, entrent à nouveau en lutte. Il était alors possible de s'appuyer sur leur extraordinaire combativité comme fer de lance d'une riposte nationale d'envergure contre le plan d'austérité. Mais les bureaucrates de la CGT, qui ont déjà tout fait pour empêcher une grève de toute l'industrie automobile, vont tout faire pour casser une grève partie spontanément (à la suite d'une altercation entre un des délégués menacés de licenciement, Rachi, et un petit chef) pour la baisse des cadences, 10% d'augmentation. La grève est totale le 6. Malgré l'intervention de Ghazzi, la grève continue le 7. Le lendemain, les bureaucrates mettent le paquet. Biard, le dirigeant de l'UD-93 déclare aux travailleurs: "La grève, c'est la faute à Rachi. Les salaires, on a déjà eu 8%, c'est-à-dire 400F. C'est pas les 680F, mais c'est un acquis. On ne peut pas tout avoir" (*Lutte ouvrière* n°776, 16 avril). Et Ghazzi porta le coup de grâce: "Il y a de l'austérité en France. Si les immigrés cassent l'industrie automobile, qu'est-ce que les Français vont penser de nous?" (*Ibid.*) La campagne raciste du gouvernement et de la droite alliée à "Produisons français" du PCF pour casser la grève de Citroën!

Société Générale

« Non le 10 mai n'était pas une victoire »

Paris — Le 12 avril dernier, notre camarade Jean-Luc, syndiqué CGT à la Société Générale, intervenait dans une assemblée de syndiqués en préparation du prochain congrès fédéral

LB: Était-ce la première fois que tu intervenais dans ce type de réunion?

J-L: Oui, mais l'an dernier, au printemps 82, je suis intervenu à plusieurs reprises dans les assemblées générales lors de la grève des employés.

LB: Les revendications soulevées dans cette grève abordaient notamment la question de l'augmentation des salaires, et mettaient ainsi objectivement en cause la politique gouvernementale -- le gouvernement préparant à cette époque le blocage des salaires. Quelle fut la politique menée par les directions syndicales dans cette grève?

J-L: La direction de mon propre syndicat, la CGT, a ouvertement cassé la grève en déclarant notamment -- sous les sifflets des grévistes -- que l'occupation du standard, arme dont nous nous étions dotés pour paralyser l'activité de la banque, était une provocation. C'était aussi ce que disait la direction de la banque récemment nommée par Mitterrand.

C'est la CFDT qui dirigeait la grève, affirmant que "nous irons jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de nos revendications". Mais cette rhétorique combative n'était que phrases creuses et démagogiques, car sur le fond la stratégie de la direction de la CFDT -- dans laquelle intervient fortement la LCR, y compris au niveau de la direction du syndicat -- était d'utiliser la grève comme une pression, disons "amicale", sur ce gouvernement issu de la soi-disant "victoire" du 10 mai.

Par exemple, quand les flics ont vidé les centraux que nous tenions, la direction de la CFDT a fait signer une pétition destinée à Mauroy, lui demandant poliment de faire cesser la répression. C'était grotesque, car c'est justement le gouvernement Mitterrand/Mauroy qui était responsable de cette attaque anti-ouvrière. Lorsque nous sommes passés en manifestation devant le ministère de Delors, j'ai entendu de mes propres oreilles des partisans de la LCR lancer au mégaphone le mot d'ordre aberrant de "Le gouvernement avec nous", et cela quelques jours après l'intervention des flics contre notre grève! Enfin, nous n'avons quasiment

rien obtenu pour les cinq semaines de grève.

LB: Depuis cette grève, la situation politique en France a changé. Quels étaient le climat et le thème de la réunion à laquelle tu as participé?

J-L: Le climat était maussade. Car cette réunion tombait vite après les mesures d'austérité décidées par le gouvernement, et l'ignoble campagne raciste anti-immigrés qu'il a lui-même impulsée; une préoccupation importante était la baisse de la syndicalisation. Mais, tout d'abord, je voudrais souligner que certains camarades se sont insurgés -- une camarade en particulier -- contre le fait que la direction de notre syndicat n'avait pas réagi aux mesures d'austérité, alors -- ce sont ses propres paroles -- que si Giscard et Barre les avaient appliquées, nous aurions immédiatement fait grève. Un autre a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas d'acquis, qu'avant le 10 mai nous nous battons pour les 35 heures, et que maintenant cela a disparu de nos revendications.

LB: Si je comprends bien, tu as remué la poussière...

J-L: Absolument, un débat s'est véritablement instauré. Après le cours rapport introductif, j'ai pu intervenir pendant vingt minutes. J'ai expliqué que la direction de notre confédération lutte uniquement pour que le plan d'austérité ne touche pas les bas salaires, acceptant de fait le cadre des mesures anti-ouvrières du gouvernement. J'ai dit que depuis 81 le gouvernement ne cesse ses attaques féroces contre les syndicats et les immigrés, alors qu'il avait inconditionnellement soutenu la grève générale en Pologne, dirigée par Solidarnosc pour la restauration du capitalisme. Les attaques de Mitterrand et de tous ses ministres, "communistes" compris, contre les syndicats et les immigrés, la reconquête du marché intérieur, "Produire français", ça insinue que les responsables de la crise, ce sont les travailleurs allemands, japonais, américains, et les immigrés. J'ai dit qu'au contraire, il fallait retourner les bulldozers contre la bourgeoisie, cela en référence à l'horrible acte raciste du PC à Vitry en 81.

J'ai avancé l'idée que la classe ouvrière doit riposter massivement par une grève générale avec occupation d'usines aux mesures anti-ouvrières, qu'une telle grève trouvera le gouvernement bourgeois de Mitterrand comme obstacle et qu'en conséquence la classe ou-

vière doit avoir une action indépendante du gouvernement, contre ce gouvernement. De plus, j'ai précisé qu'une telle mobilisation est le seul moyen d'empêcher le retour de la droite au pouvoir, sinon le gouvernement de collaboration de classe de Mitterrand lui servira de marchepied pour une politique anti-ouvrière encore plus musclée.

LB: Quelle fut la réponse de la direction du syndicat?

J-L: La réponse de Marchet -- le représentant de la fédé -- a été que le plan de rigueur n'avait pas suscité le tollé général et l'intervention immédiate qu'on aurait pu supposer. Qu'on aurait pu rassembler quelques mécontents, mais que cela aurait été minoritaire. Evidemment, il m'a répondu que faire des critiques du gouvernement, c'était faire le jeu de la droite. Sur Citroën, il a dit que les ouvriers n'avaient pas été licenciés. Qu'ils avaient démocratiquement décidé de ne pas faire grève en réponse aux licenciements.

LB: Si je comprends bien, pour la direction du syndicat, ce sont les ouvriers qui sont responsables de l'absence de riposte et non ceux qui les dirigent. Mais, quelle a été la réponse des partisans de la LCR? J'imagine que Marchet a dû les surprendre en te répondant politiquement?

J-L: Absolument, c'est le style d'arguments crapuleux qu'utilisent les réformistes, qui invoquent l'absence de luttes pour couvrir leur propre trahison. Le plus dégueulasse étant l'amalgame que Marchet a fait entre le RPR, la dépêche de l'AFP et mes perspectives de lutte contre ce gouvernement, quand j'ai dit qu'il fallait faire grève contre les licenciements à Aulnay et chasser la CSL complètement de l'usine.

En ce qui concerne le partisan de la LCR, j'ai l'impression qu'il était un peu perdu; il doit être exact que le fait que Marchet ait concentré son tir sur mes perspectives l'ait plongé dans un grand état de perplexité. Tout d'abord, je voudrais souligner qu'il a menti en disant que sur la question des immigrés, il "était OK avec les copains qui s'étaient prononcés" (c'est-à-dire moi, sans doute!). C'est manifestement faux, car Rouge n'a jamais avancé la perspective d'une grève générale de toute l'automobile pour la réintégration des licenciés. De plus, Rouge ne s'est jamais battu pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. D'une manière

générale, il a tenté d'éviter de donner sa position sur les perspectives que j'avais avancées, en proposant de discuter des raisons de la baisse d'influence de notre syndicat.

Lorsque, malgré lui, le débat a abordé les questions qui intéressent la classe ouvrière de ce pays, il a finalement déclaré qu'effectivement il n'y avait pas d'"acquis". En réponse à Marchet, il a dit que la mobilisation des travailleurs ne faisait pas le jeu de la droite et que les travailleurs deviennent passifs à cause de la politique de la direction des syndicats. Ce qui est absolument juste. Il a ensuite dit qu'il fallait une mobilisation des militants à la base, mais sans jamais offrir à cette mobilisation une perspective indépendante du front populaire. Son point était que cette mobilisation contraigne les partis de gauche -- qui sont totalement enfoncés dans la collaboration de classe -- à s'opposer au plan d'austérité. C'était du centrisme à l'état pur: bavarder sur la mobilisation des masses, pour ensuite l'orienter vers les appareils réformistes.

Finalement, peut-être effarouché par sa rhétorique combative d'un moment, il a terminé par un "baiser de la mort" à Marchet, contre lequel il a prétendu se battre, en me disant qu'il n'était pas d'accord avec moi quand je disais que le 10 mai n'était pas une victoire pour la classe ouvrière, et en me demandant s'il "fallait faire l'économie de la défaite de la droite". Ce fut un bel acte d'allégeance: de sa part envers les bureaucrates qui, pendant trois heures, ont vanté les mérites du gouvernement issu de la "victoire du 10 mai". Son opposition contre les directions réformistes des syndicats est en fait une "opposition de sa majesté".

Sinon, le partisan du PCI est intervenu pour faire le point sur, mais devine sur quoi?

LB: L'école laïque?

J-L: Absolument... après s'être déclaré en accord avec un bureaucrate sur le point que la stagnation du chômage était un acquis! Il a ensuite attaqué mes perspectives en déclarant comme Marchet que le gouvernement n'était pas anti-ouvrier, que c'est le plan Delors qui l'est. Ce raisonnement est à la limite de l'absurdité, sinon de la bêtise. N'importe quel ouvrier un peu conscient comprend très bien que ce n'est pas Delors qui impose sa politique au "pauvre" Mitterrand. En opposition à ma perspective de grève générale, il a opposé... une pétition à faire signer par les employés. Pour lui, l'arme de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, c'est le stylo; pour les trotskystes, c'est la grève.

La réunion s'est terminée sur une note tragi-comique: une responsable du syndicat est intervenue, la voix brisée, pour dénoncer le scandale de la Générale: "Il y a un scandale à la Générale: les chaises viennent d'Allemagne. Le pire c'est que le personnel s'en fout." Heureusement, qu'il s'en fout! En plus, elles sont vachement confortables!

Les pseudo-révolutionnaires de la LCR et de LO n'offrent à la classe ouvrière comme "riposte" que des grèves de pression parlementaire. Pour Krivine le but est de faire "réfléchir Mitterrand et ses ministres" (Rouge n°1057, 1-7 avril) et pour Laguiller de "contraindre le gouvernement et les partis de gauche à changer de politique" (Lutte ouvrière n°772, 19 mars). Non, ce dont les travailleurs ont besoin c'est d'une grève générale contre les mesures d'austérité, et pour qu'ils soient victorieux, il faut non des "pressions" sur Mitterrand, mais rompre avec Mitterrand et balayer les bureaucrates! Occuper les usines pour arrêter la production; défendre les grèves contre les jaunes, les

fascistes et les flics par des piquets de grève et des détachements ouvriers d'autodéfense -- embryons d'une milice ouvrière future; constituer des comités de grève -- embryons de structures de double pouvoir -- démocratiquement élus comme organes de direction alternative pour les ouvriers en lutte. Ces tâches indispensables pour vaincre nécessitent une direction révolutionnaire combattant avec intransigeance contre toute collaboration de classe et pour un programme visant à constituer le prolétariat en classe indépendante luttant pour instaurer son propre pouvoir: le gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie, éliminant ainsi la cause de l'inflation et du chômage.



LE BOLCHEVIK

Abonnez - vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avions 60 F) Etrangers: mand. poste intern.

NOM _____ tel _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

Milan, mars 1983 -- Pendant le mois de janvier, la classe ouvrière italienne s'est mobilisée pour infliger une défaite à la Confindustra [le CNPF italien] sur la question de *scala mobile* [échelle mobile] et des décrets économiques du gouvernement. Confronté à une inflation galopante qui a multiplié les prix presque par cinq pendant les douze dernières années, le gouvernement, dirigé par le vieux cheval de retour démocrate-chrétien et aspirant bonaparte Amintore Fanfani, essaie de placer tout le fardeau de l'irrationalité capitaliste sur le dos des travailleurs.

La colère des travailleurs a explosé en manifestations combattives d'un bout à l'autre du pays, du triangle industriel Milan-Turin-Gênes dans le nord jusqu'à Bologne, Rome, Naples et Palerme. A Gênes en particulier, une grève générale éclata le 13 janvier quand la FLM [Fédération des ouvriers de la métallurgie, le plus puissant syndicat du pays] et d'autres syndicats appelèrent à des grèves sectorielles, contre l'avis des fédérations syndicales CGIL/CISL/UIL qui souhaitaient ouvertement qu'il n'y ait pas de grève générale. Plus de 100 000 travailleurs descendirent dans la rue, dans ce qui fut une des plus grandes manifestations de l'après-guerre.

Le 18 janvier, il y eut pratiquement une grève générale nationale à laquelle participèrent 8 millions de travailleurs. A Milan, plus de 300 000 travailleurs de toute la Lombardie prirent part, pendant plusieurs heures, à la plus grande manifestation jamais vue dans cette ville. Ailleurs dans le pays, on estime à pas moins d'un demi-million les travailleurs qui participèrent à des dizaines de manifestations. Mais, afin d'éviter des incidents entre les dirigeants syndicaux socialistes (pro-gouvernementaux) et communistes (dans l'opposition), on décréta que ce serait une manifestation "silencieuse", sans rassemblement à la fin. Des militants syndicaux tournèrent en dérision cette mesure bureaucratique en se mettant un bandeau sur la bouche. Le magazine des milieux d'affaires *Mondo Economico* (26 janvier) consacra sa couverture aux manifestations ouvrières, montrant un gigantesque poing rouge accompagné de ces mots: "Et maintenant qui va les stopper?"

La réponse ne se fit malheureusement pas attendre. Les dirigeants syndicaux, agissant là en véritables "lieutenants ouvriers de la bourgeoisie", se précipitèrent pour trahir les travailleurs en signant un accord pourri le 22 janvier. Moyennant quoi, la *scala mobile* ne couvrirait que 80% de l'inflation. Cette trahison est d'autant plus révoltante que les forces mobilisées par les travailleurs étaient capables de vaincre les patrons et le gouvernement, ouvrant ainsi la voie à une contre-offensive prolétarienne. Dans plusieurs grandes usines, cet accord traître fut rejeté, et dans d'autres le pourcentage de voix contre fut élevé. Mais le prolétariat italien sent bien qu'avec la direction syndicale actuelle il n'obtiendra guère plus.

En Italie, forger une direction révolutionnaire trotskyste est une nécessité brûlante. Un prolétariat fort, organisé et combatif y est sur le pied de guerre depuis 15 ans de façon quasi-ininterrompue. Aujourd'hui, la seule manière pour les capitalistes d'échapper à la crise économique c'est de démembrer les acquis du mouvement ouvrier arrachés durant l'*autunno caldo* (automne chaud) de 1969. Pour mettre fin au chaos économique et à la destruction produits par le capitalisme agonisant, il faut une économie planifiée basée sur la propriété collectivisée. Mais le mouvement ouvrier reste prisonnier d'une version syndicaliste du réformisme combatif, retenu de se battre pour le pouvoir d'Etat par des dirigeants de défaites, des bureaucrates aux livrées "communistes" et "socialistes".

Demander toujours simplement "plus" signifie déclarer une grève permanente, alors que la petite-bourgeoisie devient de plus en plus désespérée. Prolonger cette situation impossible ne fera que donner naissance à un mouvement fasciste d'en-

Les ouvriers contre l'austérité

L'Italie vers l'épreuve de force



Rome le 11 janvier, manifestation massive des métallurgistes

vergure, la bourgeoisie proclamant à cor et à cri la nécessité impérieuse de briser les entraves démocratiques bourgeoises afin de stabiliser ses profits. Cette situation pose aujourd'hui avec urgence la nécessité de forger un authentique parti bolchévique afin de lutter pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire basé sur les conseils ouvriers (soviets). Toutes les tentatives pour faire entrer les traîtres eurocommunistes du Parti communiste italien (PCI) dans le gouvernement bourgeois, qu'on le présente comme un "compromis historique", une "alternative démocratique" ou un "gouvernement de gauche", ne serviront qu'à donner un peu plus de répit au système capitaliste vacillant. Ce que Léon Trotsky écrivait dans les années 30 reste vrai aujourd'hui: "Les 'Fronts populaires' d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne" (*le Programme de transition*).

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE STALINISME: UNE HISTOIRE FAITE DE TRAHISONS

En 1948, en 1960, en 1969 -- à chaque fois que le prolétariat italien a montré sa détermination à mener jusqu'au bout la lutte contre les capitalistes, les dirigeants staliens et sociaux-démocrates ont prouvé par leurs actes qu'ils sont au service des Agnelli, des Pirelli, des Costa [grands industriels italiens], des démocrates-chrétiens, du Vatican et de l'OTAN. Ces trahisons ont une histoire. Même à l'époque de la "glorieuse" résistance antifasciste et dans l'immédiat après-guerre, les réformistes démontrèrent, par leurs actes, leur utilité pour l'impérialisme italien. En 1945-47 le PCI et le PSI aidèrent la bourgeoisie en désarmant les partisans, en chassant les paysans des terres qu'ils avaient occupées dans le sud et en persuadant les ouvriers de travailler plus dur en leur promettant le

paradis pour plus tard, faisant ainsi ce qu'aucun parti bourgeois n'aurait pu accomplir. Tout cela fut justifié auprès des ouvriers les plus combatifs en évoquant peureusement la présence des troupes anglo-américaines en Italie.

La révolution prolétarienne avortée, les bases furent ainsi jetées pour le soi-disant "miracle italien" qui eut lieu par la suite, une phase d'expansion de la production et d'élargissement du marché intérieur (la tristement célèbre "société de consommation" qui, d'après certains "marxistes" à la manqué, aurait dû "embourgeoiser" les ouvriers) basée sur une exploitation intensifiée des travailleurs rendus impuissants par les trahisons de leurs dirigeants. Cela déblaya le terrain pour les chasses aux sorcières anticommunistes de la période la plus dure de la guerre froide -- les ateliers "d'internement" à FIAT et dans des dizaines d'autres usines, où les militants étaient tenus isolés des autres ouvriers en attendant d'être mis à pied; la scission du mouvement syndical et la constitution de syndicats "libres", etc.

Dans la dernière partie des années 60, la classe ouvrière se ressaisit et reprit l'avantage. En 1968-69 elle battit sérieusement en brèche l'étau des appareils bureaucratiques, formant des conseils d'usine élus et révocables à la place des *commissiioni interne* ossifiées et corrompues. A la même époque, les luttes des travailleurs se rallièrent les secteurs les plus arriérés du prolétariat et gagnèrent à leur cause les étudiants petits-bourgeois auparavant dominés par les libéraux et les fascistes. Pendant l'"Automne chaud" de 1969, le prolétariat italien ébranla jusqu'aux fondements de la société italienne, ouvrant ainsi une période de domination bourgeoise instable. Et qui ne durera sûrement pas indéfiniment.

En 1969 la situation pré-révolutionnaire ne produisit pas de mouvement révolutionnaire parce que les dirigeants réformistes réussirent à détourner l'immense potentiel combatif vers des "luttes pour des réformes"

dans le logement, l'éducation, la santé, ainsi que des mesures progressistes dans le sud. On peut en voir le résultat: le gouvernement impose le paiement d'une partie (le "ticket") des médicaments et des soins médicaux, le système éducatif continue à manquer d'écoles et d'enseignants (affreusement mal payés), la crise du logement est chronique. Quant au sud, après deux tremblements de terre et une épidémie de choléra, les masses y subissent toujours le joug de la mafia (en Sicile), de la *camorra* (à Naples) et de la *'ndrangheta* (en Calabre), des gangs qui peuvent régner librement grâce à leurs liens avec les potentats locaux et gouvernementaux.

Mais la lutte de 1968-69 fut aussi détournée par l'illusion assidûment entretenue par le PCI comme quoi tout dépend du refus des démocrates-chrétiens de faire entrer au gouvernement le "parti de la classe ouvrière". Alors qu'entre 1968 et 1976 le PCI augmentait son score à chaque élection, atteignant le chiffre significatif de 34% des voix, la démocratie-chrétienne (DC), le principal parti bourgeois, perdait des voix, tombant à un maigre 38%. Cela amena la formation de divers "gouvernements de gauche" dans les principales villes italiennes et la "ceinture rouge" engloba six régions.

Cependant la DC ne permit pas au PCI d'accéder à l'administration centrale, acceptant seulement son soutien parlementaire extérieur aux soi-disant gouvernements d'"unité nationale" sous Andreotti. De 1976 à 1979, le PCI servit à mettre en oeuvre la politique anti-ouvrière de "sacrifices" et d'"austérité" et à déclencher une chasse aux sorcières anticommuniste/"antiterroriste" à la faveur de laquelle des milliers de militants de gauche furent jetés dans des cachots "démocratiques" (avec torture "démocratique"). Quand la nouvelle guerre froide attisée par Washington se fit plus virulente, la bourgeoisie réalisa que le PCI avait fait son boulot et renvoya une fois de plus ses laquais "communistes".

DE LA DEFAITE DE FIAT A L'OFFENSIVE GENERALE DES PATRONS

A l'apogée de la politique d'"unité nationale", Enrico Berlinguer [secrétaire général du PCI] proclamait que "l'austérité est une occasion de régénérer et transformer l'Italie". Avec cette attaque criminelle contre les acquis des travailleurs, le PCI montra qu'il était prêt à payer le prix nécessaire, aussi élevé soit-il, pour encourager la DC à lui concéder une partie des portefeuilles ministériels et des postes au gouvernement. En 1979, alors que plusieurs ouvriers combattifs étaient mis à pied à FIAT en prélude à l'attaque de 1980, Amendola, du PCI, exprimait ainsi l'étendue de l'hostilité du PCI envers la classe ouvrière: "(...) les revendications ont échappé à tout contrôle, (...) les salaires (des employés) ont augmenté plus rapidement que le coût de la vie (...). Les salaires ont été maintenus à un niveau élevé (...) et pourtant aucune modification substantielle n'a été apportée à la scala mobile (...). L'augmentation du nombre des grèves (...) rend l'autorégulation du droit de grève nécessaire (...). Rappelez-vous que c'est la multiplication des grèves qui a ouvert la voie au fascisme" (*Rinascita*, 9 novembre 1979 [souligné par nous]).

Mais ces trahisons ne donnèrent pas les résultats escomptés, étant donné en particulier la montée des tensions internationales, et les tentatives des dirigeants du PCI pour se porter volontaires dans la campagne belliciste antisoviétique de l'OTAN furent inutiles. Le PCI réagit en renforçant encore plus son alignement antisoviétique, essayant de s'attirer la sympathie de la Maison Blanche -- chose hautement improbable vu l'anticommunisme viscéral de Reagan -- et s'enthousiasma pour Solidarnosc, ce "syndicat"-maison contre-révolutionnaire au service de la CIA et des banquiers occidentaux. Ce ne fut pas un franc succès auprès des travailleurs italiens, qui ont une méfiance justifiée pour tout ce que soutient le pape anticommuniste (Cf. "Nous

ne ferons pas grève pour la Madone de Czestochowa!"", le *Bolchévik* n°31, février 1982).

En même temps, le PCI essayait de se présenter à l'intérieur comme un parti aux côtés des travailleurs. Pendant la grève de FIAT en 1980, il se plaça même à la tête de la protestation ouvrière. Prenant la parole à l'usine FIAT de Mirafiori, le dirigeant eurocommuniste Berlinguer lançait des menaces: "Si les négociations échouent nous devons avoir recours à des méthodes de lutte plus dures, y compris l'occupation." Mais, avant comme après ce discours démagogique de Berlinguer, les dirigeants du PCI firent tout leur possible pour empêcher l'occupation de FIAT. Agnelli et toute la bourgeoisie italienne remportèrent une victoire en jetant 23000 ouvriers hors des usines. A l'époque les syndicats et les partis ouvriers appelèrent cela un "succès", mais aujourd'hui, deux ans et demi après, alors que l'accord stipule qu'ils devraient être réintégrés, ces ouvriers n'ont toujours pas retrouvé leur travail.

Les patrons poursuivirent leur offensive en 1981 et 1982, à l'entreprise automobile nationalisée Alfa Romeo, à Italsider [le complexe sidérurgique nationalisé] et ensuite en rompant unilatéralement l'accord de 1975 sur la *scala mobile*. Il faut clairement dire que l'objectif des patrons n'était pas et n'est pas essentiellement une réduction immédiate des salaires ouvriers se traduisant par un accroissement des profits. Le but des capitalistes va bien plus loin. Ils veulent rétablir dans les usines les conditions des années 50: les ouvriers qui travaillent en silence et la porte pour qui ose protester. Ils pourront alors augmenter leurs profits de façon faramineuse sans courir de risque.

Dès les printemps dernier le besoin se faisait par conséquent sentir d'une véritable grève générale de toute la classe ouvrière pour vaincre l'offensive des patrons et virer le gouvernement en place ce jour-là, ouvrant ainsi la voie au renversement du système capitaliste pourrissant. Avec plus de deux millions de chômeurs, soit 10% de la population active, il est clair que la lutte contre les attaques contre la *scala mobile* doit voir sur le champ de bataille toute la puissance de la classe ouvrière -- salariés et chômeurs -- avec un programme capable de mobiliser toutes les couches du prolétariat et des exploités pour déclencher une contre-offensive. L'accord traître du 22 janvier a été une douche froide pour les mobilisations ouvrières, mais n'a pas changé la principale conclusion: la situation en Italie est sérieuse et réclame des solutions drastiques.

La lutte n'a pas pris fin le 22 janvier. D'abord la Cofindustria n'a pas réussi à défaire la classe ouvrière malgré tous les efforts de ses lieutenants ouvriers. Des luttes autour des conventions collectives et auxquelles participent plusieurs millions de travailleurs se poursuivent (ouvriers de la métallurgie, du bâtiment, enseignants et personnel de l'éducation, fonctionnaires et employés des collectivités locales, etc.), grèves et manifestations continuent sans répit. N'en déplaise aux défaitistes de la "nouvelle gauche" et aux pseudo-trotskyistes qui prononcent déjà l'éloge

funèbre du mouvement ouvrier, le coup de gong de ce round de la lutte des classes n'a pas encore été frappé. Une grève nationale pour le contrat collectif d'un des secteurs touchés pourrait être l'étincelle d'un mouvement pour rétablir intégralement la *scala mobile*. Alors que la bourgeoisie essaie de ramener la classe ouvrière 30 ans en arrière, il faudra une mobilisation du mouvement ouvrier dans une grève générale pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour chasser le gouvernement Fanfani et en finir avec ses plans de guerre froide et d'austérité.

Une grève générale de ce genre aura au début un caractère principalement défensif, mais une action sur une telle échelle posera inévitablement la question: qui est le maître ici, les patrons ou les travailleurs? Une victoire ouvrière -- une réelle possibilité étant donné les divisions de la bourgeoisie italienne -- ouvrira une crise politique et sociale de grande envergure, posant directement la question du pouvoir d'Etat. Les réformistes feront évidemment tout leur possible pour faire rentrer les travailleurs chez eux, probablement en appelant à de nouvelles élections législatives. Mais les travailleurs, encouragés par leurs succès, pourront prendre l'offensive, créer des conseils ouvriers dans tout le pays, imposer le contrôle ouvrier dans les usines et étendre le double pouvoir dans toute la société, gagnant à leur cause, dans le feu de la lutte, les chômeurs, les étudiants, les paysans, les femmes au foyer et tous les exploités et opprimés. C'est la seule perspective qu'a le prolétariat italien pour lutter et vaincre, et c'est dans cette lutte qu'il forgera les cadres et le parti capable de diriger la révolution socialiste.

NON AU FRONT POPULAIRE!

Pendant des dizaines d'années, le PCI a trahi les intérêts tant immédiats qu'historiques de la classe ouvrière, en essayant de se concilier les bonnes grâces de la bourgeoisie. Dans les années 70, *Botteghe Oscure* [quartier général du PCI à Rome] est arrivé à la conclusion que, sans l'approbation du Vatican et de la Maison Blanche, l'entrée du PCI au gouvernement était impensable. Sa formule pour la trahison était alors baptisée le "compromis historique". Avec le XVIème congrès national du PCI, les eurocommunistes ont maintenant concocté une nouvelle version du gouvernement capitaliste de collaboration de classe, la soi-disant "alternative démocratique". C'est la dernière tentative en date pour redorer l'autorité des institutions démocratiques bourgeoises avec les "mains propres" du front populaire.

Sous la plume de Berlinguer, *l'Unità* du 26 janvier commentait ainsi l'accord traître du 22 janvier, révélant clairement ce qui constitue l'enjeu pour le PCI: "En ce qui nous concerne, les luttes où nous serons engagés et les initiatives que nous prendrons (...) auront pour objectif de résoudre la question (...) de changer le cadre politique, de donner enfin au pays l'orientation, la direction revitalisante et innovatrice nécessaire pour ne pas tomber en morceaux." Cette proposition adressée par le PCI aux socialistes (PSI) et aux secteurs "éclairés" de la bourgeoisie s'oppose directement aux besoins des travailleurs et ne peut qu'aider les capitalistes à gagner du temps jusqu'à ce qu'ils aient la force d'infliger une défaite sévère aux travailleurs.

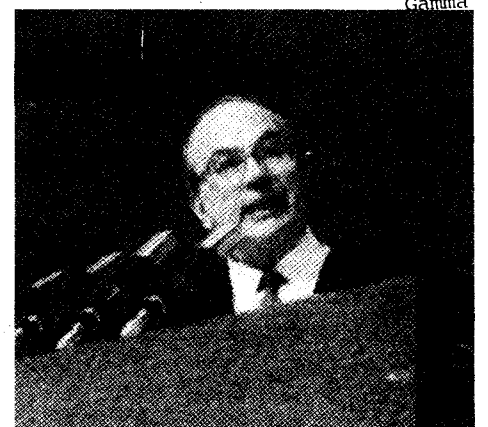
La bourgeoisie italienne a envisagé plusieurs fois depuis 1945 la possibilité de mettre en selle un gouvernement "fort", capable d'imposer aux travailleurs la volonté du capital financier. Dans les années 60 et 70, furent révélés plusieurs complots en vue d'un coup d'Etat, où jouèrent un rôle actif des généraux, des ministres et des présidents de la république. La "stratégie de tension" des terroristes fascistes liés aux services secrets fut la cause de nombreux assassinats. Le dernier, et le plus sanglant, fut le massacre d'août 1980 à la gare de Bologne, où 84 personnes furent tuées par une bombe fasciste. Et il est sûr que beaucoup de choses restent obscures quant

aux objectifs de la loge maçonnique P2, dirigée par Licio Gelli, qui comptait parmi ses 1000 membres beaucoup des politiciens italiens les plus en vue, des officiers supérieurs d'active et des personnalités du monde industriel et financier. Le PSI de Bettino Craxi (que beaucoup de militants du PCI surnomment "Benito" -- référence évidente à Mussolini) a signifié qu'il était disposé à aller dans la direction du bonapartisme à condition



Berlinguer du PCI (à gauche) et Bettino Craxi du PSI (à droite): "lieutenants ouvriers du capital".

petite Lega Operaia Rivoluzionaria (LOR, anciennement GBL) liée à l'"internationale" des briseurs de grève d'Alan Thornett et qui cherche à fusionner avec la LCR, les différentes formules que ces gens concoctent à chaque tournant reviennent toujours à appeler les réformistes à faire quelque chose. Ils n'ont rien de commun avec le programme et la lutte révolutionnaires de la Quatrième Internationale de Trotsky.



d'en être le principal bénéficiaire.

Il y a cependant un grand problème pour tout aspirant de Gauche italien: le prolétariat organisé qui n'a pas été écrasé depuis la Deuxième Guerre mondiale et qui a mené de nombreuses luttes combattives ces 15 dernières années. De juin-juillet 1960 -- quand des centaines de milliers de travailleurs et de militants de gauche affrontèrent la police de l'éphémère gouvernement de coalition DC/néo-fascistes dirigé par Tambroni, affrontements pendant lesquels une douzaine de camarades tombèrent pour ne plus se relever -- à la puissante démonstration de force de la classe ouvrière en janvier 1983, les travailleurs ont fait clairement comprendre aux patrons qu'imposer un bonapartisme ne leur serait pas un exercice de tout repos. Et donc, en attendant, ces derniers font confiance aux réformistes et à leurs projets de front populaire pour faire le sale boulot à leur place.

Un exemple actuel de gouvernement de front populaire de partis ouvriers réformistes (alliés à des personnalités bourgeoises symboliques qui servent de garants de la stabilité capitaliste), c'est celui de la France de Mitterrand. L'union de la gauche de Mitterrand offre aux travailleurs l'austérité, la répression, l'hystérie belliciste antisoviétique -- avec la participation du Parti communiste français que les "Cossuttiani" [les éléments loyaux au Kremlin dans le PCI] prennent pour modèle. Les nouvelles propositions collaborationnistes des eurocommunistes les ont déjà aidés à couper l'herbe sous le pied de leurs critiques de gauche. Au dernier congrès du PCI, les "Cossuttiani" étaient effectivement isolés -- résultat inévitable de leur incapacité à offrir réellement des perspectives et un programme alternatifs.

CONSTRUISONS UN PARTI LENINISTE-TROTSKYSTE!

A la gauche du PCI eurocommuniste, à part les suivistes réformistes du PDUP/Il Manifesto, il y a aussi Democrazia Proletaria qui s'est fait une spécialité de réclamer un "gouvernement des partis de gauche", c'est à dire l'"alternative démocratique" du PCI avec un peu de maquillage rouge pour attirer les travailleurs combattifs. Quant aux groupes pseudo-trotskyistes, dont l'aspiration la plus élevée est d'être reconnus par les réformistes comme conseillers utiles, ils n'ont rien de valable à offrir aux militants les plus conscients qui n'ont que faire de gens qui battent la campagne en répétant du matin au soir "Unité PCI-PSI!", "Gouvernement PCI-PSI!", "Unité contre la DC!", etc.

Depuis la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel qui prétend frauduleusement être la "Quatrième Internationale", jusqu'à la Lega Socialista Rivoluzionaria (LSR) qui a maintenant abandonné son mentor, l'aventurier argentin Nahuel Moreno, en passant par la

La LCR, qui s'offre comme paillason pour l'"aile gauche syndicale" et comme remorqueur de Democrazia Proletaria, a maintenant tout misé sur l'"alternative de gauche" en appelant à un "gouvernement des partis ouvriers" (*Bandiera Rossa*, 27 février). Ces pseudo-trotskyistes refusent d'appeler à un véritable *gouvernement ouvrier*. Pourtant, la dictature révolutionnaire du prolétariat ne va pas émerger de quelque combinaison électorale ou d'un parlement bourgeois. Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier peut se concrétiser à des moments comme l'Automne chaud de 1969, quand apparaissent dans les usines les formes embryonnaires du double pouvoir. A cette époque il aurait été possible pour des révolutionnaires d'appeler à un gouvernement PCI/PSI/PSIUP/ syndicats basé sur les conseils d'usines et responsable devant eux, pour mener à bien l'expropriation de la bourgeoisie.

Cela aurait montré clairement comment le mot d'ordre de gouvernement ouvrier signifie rompre avec le parlementarisme et gouverner sur la base des organes du pouvoir soviétique. Dans une situation où les conflits de classe s'aiguissent, un tel mot d'ordre peut être un instrument tactique fondamental grâce auquel les trotskystes cherchent à scissionner les partis ouvriers bourgeois selon des lignes de classe -- d'un côté la base prolétarienne qui veut la révolution prolétarienne, de l'autre les dirigeants pro-capitalistes. Mais employer le mot d'ordre de "gouvernement PCI-PSI" ou d'une vague "alternative de gauche" dans les conditions de fonctionnement normal d'un régime bourgeois parlementaire signifie simplement capituler devant les illusions dans les stalinien et les sociaux-démocrates. Et à un moment où les réformistes eux-mêmes envisagent un gouvernement de "gauche", ce mot d'ordre de la LCR et de ses congénères serait simplement, s'il était réalisé, l'anti-chambre du front populaire.

En opposition à ces manoeuvres opportunistes et à ces positions conciliationnistes et réformistes, la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale, cherche à construire une authentique avant-garde bolchévique, un parti communiste léniniste-trotskyiste, pour mener de l'avant les luttes des travailleurs jusqu'à la prise du pouvoir, "armer le prolétariat pour vaincre, pour exproprier et désarmer la bourgeoisie". La tâche des trotskystes est de gagner les ouvriers les plus avancés par une lutte politique intransigeante contre la politique de collaboration de classe du PCI, y compris en refusant d'accorder un soutien électoral aux réformistes engagés dans cette trahison.

Assez de collaboration de classe front-populiste! Pour un parti trotskyste pour lutter pour un gouvernement ouvrier!

bollettino della Lega Trotskista d'Italia

L. 500 F. 3

RICHIEDERE A :

Walter Fidacaro Casella Postale 1591 20101 Milano Italia

Le Bolchévik B.P. 135-10. 75463 Paris cédex 10

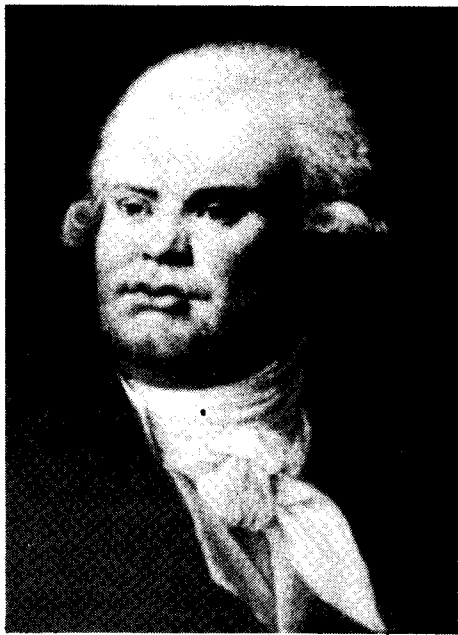
De Solidarnosc au rejet de la révolution française

«DANTON» de Wajda

Un barrage de sans-culottes contrôlant avec brutalité papiers et chargement des voitures. Le cabriolet de Danton, de retour à Paris, traversant une place déserte où se dresse, recouverte d'un sinistre voile noir, la guillotine. Devant une boulangerie, une longue file d'attente d'où s'élèvent des protestations contre le gouvernement, vite étouffées à l'approche d'un indicateur. L'endoctrinement d'un gamin auquel on fait entrer dans la tête à coup de taloches la Déclaration des droits de l'homme. Le saccage d'une imprimerie coupable d'avoir sorti le journal de Camille Desmoulin critiquant le régime en place. Un Comité de salut public composé d'individus repoussants, hirsutes, mûs par la soif de sang. Le tout sur fond de couleurs grisâtres et verdâtres, macabres, et de musique de cauchemar. Dès les premières images de son *Danton*, Wajda ne laisse aucun doute sur son interprétation réactionnaire de la révolution française du XVIII^e siècle. Caricaturé, retiré de tout contexte historique et de toute réalité politique -- hors de toute lutte de classes --, l'épisode de la Terreur (la période la plus radicale de cette révolution bourgeoise antiféodale), que Wajda prétend retracer et qui oppose Danton à Robespierre, ne devient plus que l'enjeu d'ambitions et d'instincts personnels. Et c'est toute révolution qui est ainsi condamnée. Avec Wajda, déformant les faits historiques, les supprimant ou les inventant pour les besoins de sa démonstration, la révolution devient une monstrueuse absurdité de peur, d'oppression, de démagogie, d'arbitraire, de violence aveugle. La seule logique de toute révolution est qu'elle écrase le peuple au nom duquel elle est menée, allant jusqu'à anéantir ceux-là mêmes qui en furent les artisans. Que ce soient Danton, peint en révolutionnaire repentant qui, après avoir été l'"homme du 10 août" (l'insurrection populaire qui entraîna la chute de la monarchie), veut arrêter une révolution monstrueuse, ou Robespierre, le révolutionnaire à la volonté froide qui veut aller jusqu'au bout, tous deux finirent par monter sur l'échafaud, victimes de leur révolution.

Critique de film par Jean Gillet

"Ce Wajda *made in France* propose une morale sans équivoque: toute révolution est totalitaire" écrit *les Nouvelles littéraires*, la révolution française ayant conduit au "totalitarisme jacobin", tout comme la révolution socialiste russe d'Octobre 17 a conduit au "totalitarisme communiste" du bloc soviétique. Même persécution politique, mêmes procès politiques, mêmes autocritiques, mêmes amalgames, même police secrète, etc. Le parallèle est partout dans le film, y compris dans cette scène où Robespierre, tel un Staline faisant disparaître des photos ses opposants politiques, fait supprimer du tableau de David, le *Serment du Jeu de paume*, Fabre d'Eglantine, coaccusé de Danton. Dommage pour le faussaire Wajda que, n'ayant été élu qu'en septembre 1792, Fabre d'Eglantine n'ait pu assister, le 20 juin 1789, au serment du Jeu de paume! Par ailleurs, comme Wajda, militant notoire de Solidarnosc, l'a déclaré, "Quant au débat d'idées, oui, bien sûr, Danton, c'est la démocratie occidentale. Et Robespierre représente à sa manière les pays de l'Est. Leur affrontement, c'est donc toute la problématique du temps que nous vivons" (*les Nouvelles littéraires*, 6-12 janvier). Vous ne serez pas surpris d'apprendre que toutes les

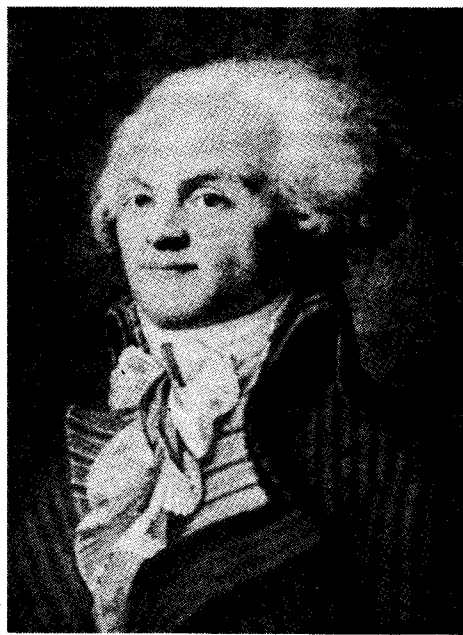


Danton

sympathies de Wajda vont à Danton, symbole du "monde libre combattant le totalitarisme", tout comme les sympathies de Solidarnosc vont à l'impérialisme!

Wajda est un produit du stalinisme, responsable d'avoir jeté dans les bras de la réaction clérical-nationaliste et pro-impérialiste non seulement les intellectuels comme Wajda mais la majorité du prolétariat polonais. Privilégié de l'intelligentsia polonaise et donc socialement proche de la caste bureaucratique qui usurpe le pouvoir politique au prolétariat, Wajda est caractéristique de ces couches petites-bourgeoises aspirant à plus de démocratie et qui tablèrent d'abord sur une autoréforme de la bureaucratie stalinienne. Le film de Wajda *l'Homme de marbre* reflète ces illusions, mais il exprime aussi, comme d'autres de ses films antérieurs, une sympathie existentialiste envers les buts du socialisme. Devant l'échec du stalinisme et de son utopique autoréforme, et en l'absence de toute alternative luttant -- comme le formulent les trotskystes -- pour la seule solution prolétarienne de la révolution politique balayant les bureaucrates et défendant les formes de propriété socialisées, ces couches ont mis alors leurs espoirs de "démocratie" dans les bourgeoisies occidentales dont Solidarnosc est devenu la machine de guerre pour la restauration capitaliste en Pologne. Ainsi, Wajda rompit-il avec les mensonges du stalinisme, mais, moraliste et personneliste, incapable d'en comprendre les bases politiques, ce fut pour sombrer dans le mensonge propagé par l'Eglise et sa créature, Solidarnosc: communisme égale stalinisme. Et, s'étant fait avec *l'Homme de fer* le chantre cinématographique de ce "syndicat"-maison de la CIA et des banquiers occidentaux, il ne pouvait plus que mentir. Mais si les mensonges de *l'Homme de fer* ont été acceptés sans problème par une "gauche" capitulant à la guerre froide antisoviétique, il en a été tout autre quand Wajda s'est attaqué avec la même ardeur réactionnaire à la révolution française dont la "gauche" se dit l'héritière.

Avec son "Merci Mr Wajda" (*les Nouvelles littéraires*, Ibid.), Poniatowski montre que la droite a bien compris le message anticommuniste de *Danton*. Par contre, les sociaux-démocrates, qui se revendiquent de la tradition républicaine et démocratique de la "Grande révolution", ont réagi avec embarras. Coproducteurs du film, ils attendaient du pro-occidental Wajda une glorification de la révolution mère de la démocratie bourgeoise opposée, explicitement ou non, au "totalitarisme communiste". Mais dans sa haine contre les acquis sociaux prolétariens polonais, Wajda (pouvant, par



Robespierre

ailleurs, croire avec quelque raison faire oeuvre pro-social-démocrate) rejette non seulement la révolution bolchévique-prolétarienne mais aussi toute révolution, y compris la révolution bourgeoise française. Il ne restait plus à Mermaz, historien et dirigeant du PS, qu'à excuser Wajda pour avoir "été sensible au climat polonais" et à préciser que se réclamer de la révolution française signifie pour le PS se faire le chien de garde du capital: "Toute notre démarche dans la France d'aujourd'hui est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de révolution" (*le Monde*, 16 et 17 janvier). Si quelqu'un avait encore des doutes, voilà qui donne sans ambiguïté la signification profonde de ce que fait le PS à la tête de l'Etat bourgeois!

Depuis le Front populaire de '36, et pour les besoins de sa politique de collaboration de classe, le PCF s'est réconcilié avec la *Marseillaise* et le tricolore, se faisant le propagateur des grands mythes de la révolution française, des soldats de l'An II (le patriotisme) jusqu'à la "République une et indivisible" (le front populaire). Pas grand chose à voir avec cette révolution où les oppositions de classe se sont déchaînées avec violence! Alors, outre de longs développements pour rectifier les nombreuses falsifications historiques de Wajda, le PCF s'est attaché à rassurer la bourgeoisie en rappelant que sa "révolution" aux couleurs de la France est démocratique: "La révolution, c'est à nous de la réver, de la construire à l'image de notre temps, de notre pays, de nos exigences de démocratie, qui doivent être immenses (...)" (*l'Humanité*, 7 janvier).

Quant à la LCR, *Danton* l'a coupée en deux (Cf. *Critique communiste* n° 17, mars): d'un côté ceux qui applaudissent le "chef-d'oeuvre" de Wajda -- et qui témoignent de l'étendue des ravages occasionnés dans la LCR par sa dérive droitière; et de l'autre ceux (comme Bensaïd) qui sont encore capables de voir que, dans ce film, "la véritable accusée, c'est la révolution elle-même". Mais, évidemment, ces suivistes de Solidarnosc et de la social-démocratie n'ont pas un seul mot contre le caractère pro-impérialiste de *Danton*! A la place, Bensaïd fait des courbettes devant les sociaux-démocrates en les assurant que les "révolutionnaires" ne doivent pas recourir aux "juridictions d'exception" -- ce qui est une renonciation par avance à ce que la classe opprimée recourre aux indispensables méthodes d'exception de la violence révolutionnaire pour écraser la violence réactionnaire.

LA REVOLUTION DEFIGUREE

Pour faire l'apologie du "libéralisme" contre le "totalitarisme",

le contre-révolutionnaire Wajda a choisi de caricaturer une période bien connue de la révolution française pour avoir été justement consacrée tout entière à la lutte intransigeante, au moyen de la violence révolutionnaire (la Terreur), contre les forces armées de la contre-révolution d'alors. En 1793 (année où commence le film), la France révolutionnaire fait face à une situation particulièrement critique (et que Wajda a fait purement et simplement disparaître!), non seulement à l'intérieur (insurrection royaliste en Vendée; Marseille, Lyon, Toulon, Bordeaux, Nîmes en révolte; etc.), mais surtout aux frontières qui cèdent sous la poussée de l'Europe réactionnaire coalisée et dont la puissante Angleterre vient de prendre la tête. Et c'est cette situation qui justifie devant l'histoire le nécessaire emploi de ces mesures d'exception sur lesquelles les Wajda et autres vomissent. Comme Engels l'explique, "En ce qui concerne la Terreur, c'est essentiellement une mesure de guerre et elle s'explique pour autant. Grâce à elle, la seule classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais surtout s'assura une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif: aux frontières" (Lettre à Victor Adler, 4 décembre 1889). Le programme soi-disant "humanitaire" de "Danton d'arrêter la Terreur -- ce "despotisme de la liberté contre la tyrannie" (Marat) -- est un programme de défaite. C'est bien pourquoi la politique de Danton et de l'opposition modérée (les "Indulgents") ne rencontre un écho qu'auprès de fractions minoritaires de la bourgeoisie, les plus conservatrices, prêtes aux compromis à l'intérieur et à l'extérieur, et qu'elle est en définitive rejetée par la majorité de la bourgeoisie, consciente de ses intérêts, et ce, au profit de Robespierre et des Jacobins -- ceux que Lénine appelait "les démocrates bourgeois les plus conséquents". L'élimination de Danton, bien loin de prouver la thèse réactionnaire de Wajda que "la révolution se dévore elle-même", exprime la marche en avant de la révolution, la bourgeoisie révolutionnaire se débarrassant de ses fractions les moins conscientes qui menacent de détruire la révolution.

Dans une certaine mesure, Danton vient trop tôt pour la bourgeoisie. En effet, lorsque les foyers intérieurs de rébellion seront écrasés et que les armées françaises auront repoussé l'invasion et amorcé même une offensive, la bourgeoisie accordera, avec Thermidor, une victoire posthume à Danton sur Robespierre. Car, ce n'est que contrainte par les nécessités de la guerre civile et de la guerre contre la coalition que la bourgeoisie tolère la dictature de fer des Jacobins et leur politique d'économie dirigée (taxation, réglementation, réquisition, nationalisation des fabriques de guerre et du commerce extérieur), nécessaire pour nourrir les villes et approvisionner les armées mais contradictoire avec la liberté économique et restreignant le profit; elle ne fait aussi que tolérer les concessions et la politique (symbolisée par Robespierre et Saint-Just) d'alliance avec les masses populaires comme une nécessité pour écraser l'opposition irréductible de l'aristocratie. En effet, "(...) les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts: dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 juillet, ni les actions des 5 et 6 octobre au 10 août, ni le 2 septembre, etc.,

n'eussent eu lieu; la bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime" (Engels, *Ibid.*).

Mais cette "plèbe" -- la sans-culotterie (artisans, compagnons, boutiquiers et ouvriers des manufactures) --, tout en étant soudée à la bourgeoisie par une haine commune de la monarchie d'ancien régime et de l'aristocratie foncière, a des aspirations différentes tendant à une "égalité des jouissances", une égalité sociale et économique assurée par la limitation (ou même le partage) des propriétés. Mais, s'il est contradictoire avec les intérêts historiques de la bourgeoisie, cet idéal social, incohérent et vague (à la mesure des conditions économiques de l'époque), ne permet pas une politique indépendante à l'égard de la bourgeoisie:

"Le prolétariat et les fractions de la population n'appartenant pas à la bourgeoisie n'avaient pas encore d'intérêts distincts de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne constituaient pas encore des classes ou fractions

de classe développées de manière autonome. En conséquence, lorsqu'ils entrèrent en opposition avec la bourgeoisie -- comme par exemple de 1793 à 1794 en France -- ils ne luttèrent que pour la réalisation des intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à la manière bourgeoise. Toute la terreur française n'exprime rien d'autre que la manière plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie (...)" (Marx, "La bourgeoisie et la contre-révolution", *la Nouvelle Gazette rhénane*). C'est cette "manière plébéienne" qui donne son contenu radical à la révolution bourgeoise française, comme en témoigne par exemple la Déclaration des droits de l'homme précédant la Constitution de 1793. Son article 1er proclame: "Le but de la société est le bonheur commun." Elle garantit les droits au travail, à l'assistance, à l'instruction et même à l'insurrection: "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque partie du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs."

Enfin, elle accordait la citoyenneté française à chaque citoyen étranger résidant en France depuis plus de 6 mois.

Charnière entre la bourgeoisie révolutionnaire et les masses populaires, Robespierre croit réellement que sa politique est au-dessus des classes et qu'il est en train de poser les jalons d'une -- utopique -- république égalitaire fondée sur la propriété privée. (Seul le "communiste primitif" Babeuf a alors la compréhension géniale que l'égalité ne peut être fondée que sur l'abolition de la propriété privée, et, tirant le bilan de l'An II, il engagera quelques mois après une lutte, vaincue, sur ce programme: la "Conspiration des Egaux".) La lutte des classes va réduire à néant la conception idéaliste de Robespierre et le conduire à l'échafaud. Face aux "Enragés" de Roux puis aux "hébertistes" -- porte-parole des masses populaires en lutte contre la vie chère et pour les subsistances -- et aux "Indulgents" de Danton -- porte-parole d'une bourgeoisie avide de jouir de sa domination de

classe nouvellement acquise --, Robespierre est incapable de voir là les manifestations des inévitables contradictions de classe; il n'y voit que l'oeuvre de "corrompus" ou d'"agents de l'étranger" qu'il suffit de guillotiner pour rétablir l'unanimité du peuple révolutionnaire. Mais par sa répression contre la gauche et sa mise au pas du mouvement populaire, Robespierre démobilise la sans-culotterie qui fut son principal soutien et qui réagira avec trop de passivité quand, en Thermidor, la situation militaire devenue sûre, la bourgeoisie décidera d'éliminer Robespierre, sa fonction historique terminée; "et l'orgie bourgeoise commença" (Engels), et elle commença par une terrible terreur réactionnaire, où ceux-là mêmes qui flétrissaient la Terreur robespierriste se livrèrent à une répression, bien plus meurtrière, contre les cadres sans-culottes et les Jacobins révolutionnaires.

Pouvait-il en être autrement? Trotsky répond dans *la Révolution trahie* pourquoi la défaite de Robespierre n'a rien à voir avec une quelconque "autodestruction de la révolution", mais en quoi elle en marque la poursuite normale: "La lassitude des masses et la démoralisation des cadres ont contribué au XVIIIème siècle à la victoire des thermidoriens sur les jacobins. Mais un processus organique et historique plus profond s'accomplissait sous ces phénomènes, en réalité secondaires. Les jacobins avaient leur appui dans les couches inférieures de la petite-bourgeoisie, soulevée par la puissante vague; or la révolution du XVIIIème siècle, répondant au développement des forces productives, ne pouvait manquer d'amener enfin au pouvoir la grande bourgeoisie. Thermidor ne fut qu'une des étapes de cette inévitable évolution." Trotsky polémique ainsi contre ceux qui, comme Wajda, font du stalinisme le produit inévitable du bolchévisme pour pouvoir plus facilement rejeter la révolution. Bourgeoise, la révolution française ne pouvait en définitive que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression et d'exploitation aux anciennes. Proletarienne, la Révolution russe n'a pas logiquement produit ce régime d'oppression bureaucratique contre la classe ouvrière que l'URSS connaît aujourd'hui; l'Etat ouvrier de Lénine et Trotsky a subi une dégénérescence bureaucratique (et pas au point d'ailleurs d'en détruire les fondements économiques et sociaux, qui restent des acquis prolétariens) pour des causes historiques particulières: la défaite de la révolution en Occident et en Orient, isolant ainsi un Etat ouvrier économiquement et culturellement arriéré.

Mais si elle ne pouvait abolir les classes, la révolution française a fait faire à l'humanité un bond en avant en libérant les forces productives du carcan des rapports féodaux de propriété et en répandant les grands idéaux libérateurs qui ébranleront l'Europe et le monde. Wajda rejette même ces idéaux démocratiques bourgeois. En témoigne son acceptation, comme direction politique, de l'Eglise catholique, ce bastion du mensonge, de l'obscurantisme et de la réaction que, déjà au XVIIIème siècle, les révolutionnaires de la bourgeoisie et surtout des masses populaires avaient dû combattre. L'Eglise, toujours force réactionnaire mais aujourd'hui bourgeoise, est devenue, grâce à la politique criminelle des staliniens, une menace pour les acquis prolétariens en Pologne. La lutte contre la réaction cléricale-nationaliste en Pologne (et contre toute menace de restauration capitaliste dans le bloc soviétique et pour sa défense militaire contre l'impérialisme) est partie intégrante du programme des révolutionnaires d'aujourd'hui, les trotskystes, pour préserver et étendre les acquis ouvriers par la révolution politique à l'Est et la révolution socialiste à l'Ouest. Car, contre les pessimistes réactionnaires à la Wajda, nous réaffirmons que le combat pour la révolution prolétarienne mondiale est la seule voie pour débarrasser l'humanité de la misère, de l'oppression, de l'exploitation, de tous ces maux qui l'accablent depuis des siècles et des siècles.

La gauche iranienne en crise

Trotskyisme contre stalinisme

Nous reproduisons ci-dessous la version française du supplément au *Bolchévik* n°38 en farsi.

"Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec béc et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettants, effrayés par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une 'vérité nouvelle', à revenir loin en arrière."

--Trotsky, "Bolchévisme ou stalinisme"

Tirer le bilan de la victoire de la réaction islamique et de la faillite de la "gauche" iranienne -- le kaléidoscope du populisme et du stalinisme qui a capitulé devant les mollahs, voilà la tâche principale de ceux qui se veulent des révolutionnaires marxistes. Et cela implique une confrontation avec le trotskysme, qui, seul, offre un programme révolutionnaire pour forger le parti léniniste qui peut diriger un Octobre iranien. La crise de la direction révolutionnaire est la question clé pour les militants iraniens.

Pourquoi la réaction khomeiniste a-t-elle pu prendre une telle mainmise sur les masses iraniennes? Ce n'était pas grâce simplement à l'arriération sociale d'une partie de la société iranienne, mais à l'incapacité historique de la gauche iranienne à offrir une alternative révolutionnaire.

Le parti toudeh stalinien a trahi les soulèvements prolétariens des années 40 et 50, brisant la grève des ouvriers du pétrole en 1946, dans l'intérêt des manoeuvres diplomatiques de la bureaucratie stalinienne. Toute une jeune génération, repoussée par ces trahisons, s'est tournée vers le maoïsme, seulement pour découvrir que Pékin entendait avoir le même genre de relations "étatiques" avec

le chah que celles qu'entretenait le Kremlin! Les guérillistes, qui avaient écarté le prolétariat iranien comme complètement terrorisé et corrompu, ont ensuite fait un "tournant" ouvrier, sur la base d'une collaboration de classe "anti-impérialiste".

Dans ce vide politique de direction révolutionnaire, avec la gauche prosternée devant ses futurs bourreaux, un groupe de propagande, même petit, aurait pu gagner de l'influence et grandir rapidement en 1978-79 s'il avait su tenir bon contre la pression du mouvement dirigé par les mollahs. Mais pour cela, il fallait la trempe des bolchéviques de 1914, qui furent lapidés par les ouvriers du quartier Vyborg de Pétrograd pour leur agitation contre la guerre. Trois ans plus tard, ils avaient transformé ce quartier en un bastion révolutionnaire, grâce à leur courage. C'est purement et simplement criminel qu'aucun des groupes "révolutionnaires" iraniens n'ait pu dire la simple vérité sur Khomeiny.

Et maintenant? Pour ceux qui, comme les "socialistes révolutionnaires", viennent de découvrir la puissance de la classe ouvrière iranienne, l'appel à la révolution socialiste, aux conseils d'usine et à la grève générale n'est, au mieux, que le début de la sagesse. Car l'insurrection prolétarienne a besoin d'un parti léniniste d'avant-garde pour diriger l'assaut contre l'Etat bourgeois. Et dans un pays comme l'Iran, seul le programme de la révolution permanente, qui combine les tâches démocratiques (comme la révolution agraire, l'émancipation des femmes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou la libération des nationalités opprimées) avec la prise du pouvoir par le prolétariat, montre la voie. Certes le caractère petit-bourgeois de la gauche iranienne est indiscutable, mais ce nouveau "tournant ouvrier" peut très bien sombrer dans une espèce de syndicalisme anti-léniniste. La voie de la révolution socialiste est dans la construction d'un parti, pas simplement "ouvrier", mais trotskyste, qui doit jouer le rôle de "tribune du peuple", entraînant les masses

non-prolétariennes opprimées derrière le prolétariat.

Quant aux cercles qui sont les restes de l'ancien Peykar, ils peuvent "étudier" éternellement, et cela ne mènera nulle part. Ils ne peuvent pas vraiment étudier l'histoire de la Troisième Internationale sans examiner le conflit Staline-Trotsky. Et c'est précisément ce qu'ils cherchent à éviter. Un parti découle d'un programme, et c'est le programme révolutionnaire du trotskysme qu'ils refusent de confronter. Ils risquent fortement de suivre le triste exemple d'"En lutte!" et de rejeter le léninisme en tant que "géniteur" du stalinisme. Car les militants formés à l'école stalinienne assimilent le "socialisme" aux formes du pouvoir bureaucratique. Le danger est que le rejet de la bureaucratie prenne la forme d'une inversion de cette identification et qu'ils rejettent comme "capitaliste" ce qu'ils avaient auparavant acclamé sans réserve comme "socialiste". Pour ces militants, la trahison d'une bonne partie de leur direction remet en cause le parti léniniste et non pas la hiérarchie bureaucratique qu'est un parti stalinien, ce qui donne un ton de désillusion quasi-religieuse.

La défense militaire de l'URSS et des Etats ouvriers déformés contre la restauration capitaliste, la lutte pour la révolution politique prolétarienne et la perspective de la révolution socialiste internationale forment un tout indissociable. C'est pourquoi la tendance spartaciste internationale, seule à avoir refusé de suivre Khomeiny avant sa prise du pouvoir, prend aujourd'hui le côté de l'Armée rouge en Afghanistan contre la réaction islamique financée par l'impérialisme: il n'y a pas de "troisième camp" dans la nouvelle guerre froide! Pour beaucoup de militants, la dénonciation du "social-impérialisme" russe n'est que l'expression d'un chauvinisme perse grossier dirigé contre le "grand voisin du Nord" qu'est l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Il faut un parti trotskyste en Iran. Aujourd'hui il faut la cristallisation d'un noyau -- même petit au début -- de militants trotskystes iraniens en exil. Sans cette cristallisation, il y aura toujours des Khomeiny, des Bani Sadr, des Radjavi, mais pas d'Octobre iranien. Notre tâche est surtout de recruter ces militants, de construire un parti mondial dont ce noyau fera partie, pour que, quand viendront les grandes luttes de classe de l'avenir, la classe ouvrière se rassemble, non pas autour de l'étendard de l'islam chiite, mais du drapeau rouge du communisme!

MEETING
de la Ligue trotskyste

Pour un parti trotskyste en Iran!

Samedi 7 mai -- 15 h.
A.G.E.C.A. -- 177 rue Charonne M° Alexandre Dumas

Flics...

Suite de la page 1

prône comme solution finale à "la peur des Français"... la guillotine ou le penthotal.

● Châtenay-Malabry, 14 février -- Nasser M'Raïdi, 17 ans, reçoit en pleine tête une balle de 357 Magnum tirée par le brigadier Jean-Paul Lapeyre, qui est ivre et en service. Nasser est paralysé à vie. Son "crime"? Avoir brûlé un feu rouge à 5h30 du matin. A Châtenay-Malabry, ce n'est pas la première expérience d'atrocités policières. En 1977 le brigadier Marchaudon vide son chargeur dans le dos de Mustapha Boukhezzer: "Le bicot, je l'ai tiré comme un lapin", s'exclame alors cette vermine raciste.

● Dreux, mars, au moment des élections municipales -- Des travailleurs maghrébins et leurs familles se barricadent dans leurs appartements. Ils n'osent pas sortir dans les rues d'une ville où le RPR fait liste commune aux élections avec le Front national et où les fascistes augmentent rapidement leur influence dans les milieux blancs semi-lumpen (qui, pour beaucoup, votaient autrefois PCF).

● Vénissieux, cité des Minguettes, banlieue lyonnaise, 21 mars -- Les flics envahissent la cité de "transit" où se sont déroulés il y a deux ans des affrontements entre les flics et la population. Quand des jeunes de la cité tentent de se défendre et de défendre leur lieu de réunion, les flics déclenchent une émeute; forcés de battre en retraite, ils reviennent avec vingt cars de CRS, prêts à un massacre: quadrillage des immeubles, insultes contre les mères de famille dans leurs appartements. A la suite de quoi, plusieurs jeunes Maghrébins commencent une grève de la faim. Leur principale revendication: du travail. Le "syndicat" indépendant de la police nationale publie la déclaration suivante: "Si les pouvoirs publics devaient persister dans le laxisme et la mansuétude, ils porteraient seuls la responsabilité d'actes d'indiscipline qui pourraient survenir de la part de policiers (...)" ; il exprime ainsi ouvertement les sinistres appétits bonapartistes des flics.

Et maintenant, ils les brûlent vifs chez eux. Le 24 avril, un foyer Sonacotra de plus part en fumée: trois morts. L'explication donnée par le gérant: ces appartements avaient été construits comme "logements provisoires" au milieu des années 60; charpente métallique, tout le reste en bois. Il rejette la responsabilité pour cette tragédie: "(...) en principe, les structures doivent rester debout une heure, le temps d'évacuer les familles." On soupçonne qu'il s'agit d'un incendie criminel (comme dans l'incendie du foyer Sonacotra de Corbeil-Essonnes dans la nuit des 3 et 4 mars: un mort, 35 blessés, des croix gammées, recouvrant ostensiblement une faucille et un marteau, tracées sur les murs calcinés). Les pompiers "attendaient les ordres" avant de porter secours, trop tard, à une famille qui appelait à l'aide de sa fenêtre.

LE FRONT POPULAIRE ET LA "GRANDEUR DE LA FRANCE"

Mitterrand est arrivé au pouvoir sur des promesses chauvines, dans

le style d'un de Gaulle, pour restaurer la "gloire" de la France, mais tout ce qu'il a amené c'est un impitoyable programme d'austérité, volet intérieur du réarmement antisoviétique massif pour la course à la guerre antisoviétique. Les mesures d'austérité anti-ouvrières frappent aussi durement la petite-bourgeoisie, les commerçants et les paysans qui suivront la démagogie anti-Mitterrand des fascistes s'il n'y a pas un mouvement ouvrier fort pour les entraîner dans la lutte

et les minorités pour protéger la vie et la propriété des possédants. Ce qu'il faut c'est mobiliser la puissance du mouvement ouvrier; c'est la force sociale qui a la puissance et l'intérêt pour balayer "la loi et l'ordre" racistes et capitalistes. La Ligue trotskyste a été à l'initiative d'une telle mobilisation centrée sur les syndicats, le 11 décembre 1981 à Rouen, en réponse à l'escalade des provocations fascistes dans cette ville et à une campagne pour le

Fouet/APP



La rage d'une femme du Baou, à Marseille, contre le procureur après le meurtre, le 13 mars, de Jean-Christophe, un jeune gitan. Les flics racistes ne protègent pas, ils tuent.

contre la paupérisation capitaliste. (Et n'oublions pas que les ministres du PCF ont acheté leur place dans ce front populaire de guerre froide avec l'atrocité raciste de Vitry en décembre-1981.) "La France profonde" s'agite, et on entend parler de bandes fascistes qui organisent des milices terroristes, comme les "Chevaliers de Roubaix" qui prétendent avoir des liens avec le Ku Klux Klan. Dans son récent discours à Roubaix, Mitterrand a pris soin de faire un clin d'oeil aux racistes en faisant allusion à "l'arrivée massive d'éléments qui viennent chercher du travail" (Libération, 26 avril).

A Dreux, à une échelle concentrée, le front populaire a récolté ce qu'il a semé. Quelques réformes symboliques, bidons, réalisées par l'aimable Mme Gaspard (un centre sportif); le chômage massif, les coupes sombres dans les services sociaux pour tout le monde. Et quand les fascistes se mirent à profiter d'un terrain de recrutement fertile parmi les blancs pauvres de la ville et que la situation devint un peu chaude, l'"héroïque" Françoise Gaspard se défila, brandissant sa démission de son poste de maire comme signe de son engagement à combattre le racisme à l'échelle nationale. Maintenant elle fait des conférences à l'Ecole supérieure des inspecteurs de la police nationale (Libération, 25 avril), essayant de transmettre aux assassins légaux de Mitterrand les "bénéfices" de son "expérience".

Les nervis officiels de l'Etat capitaliste ne font que leur boulot quand ils terrorisent les quartiers immigrés et brisent les grèves. Les flics se fichent pas mal de quels amendements sont votés ou non à la dangereuse loi d'Etat policier "Sécurité et liberté". Le fait même que les "socialistes" débattent sur cette loi au Parlement est pour eux un signe qu'on fermera les yeux sur les futures "bavures" et qu'on les couvrira. Ces tueurs sadiques en uniforme sont secrétés par le système capitaliste. Leur boulot, c'est de réprimer les travailleurs

lynchage légal menée par la presse locale contre les jeunes immigrés. Le mot d'ordre "Arrêtons les fascistes", et pas la prostration devant Mitterrand, mobilisa 400 manifestants combattifs qui, cette nuit-là, chassèrent les fascistes des rues. A Dreux, là où il faut commencer à mobiliser contre les fascistes, c'est parmi les 2000 ouvriers de l'automobile, en grande partie marocains et turcs, qui partent en car chaque matin pour Poissy et Flins! S'ils avaient pu organiser leurs syndicats (qui ont mené des grèves combattives en janvier et février) et leurs camarades de travail pour une démonstration de force de grande ampleur à Dreux, ce sont les fascistes qui auraient été forcés de se cacher. Et les "petits blancs" désespérément

Les divisions raciales et nationales encouragées par les patrons sapent la force combattive des syndicats, mais loin de les combattre les bureaucrates syndicaux renforcent en fait ces divisions; Vitry n'en est qu'un des exemples les plus flagrants et les plus répugnants. Comme nous le disions dans le Bolchévik n°38 (mars): "Les staliniens cherchent à grossir les rangs de la CGT avec les travailleurs immigrés, mais en dehors de l'usine ils ne s'en occupent plus!" ("Plains droits de citoyenneté pour les immigrés!"). Même quand le PCF était dans l'opposition, il n'avait pas organisé (il ne pouvait pas les organiser) systématiquement les travailleurs immigrés; l'indifférence ou carrément l'hostilité des partis de "gauche" et d'"extrême gauche" traditionnels ont laissé les maoïstes, par ailleurs sans poids social réel, diriger les luttes combattives des immigrés dans les années 70. Le fond du problème c'est que la direction du PCF est engagée à préserver le capitalisme français et que les travailleurs immigrés, dans ce système, sont bien remplaçables. C'est ainsi que, quand frappe la crise économique et quand le poison raciste commence à être distillé par les politiciens capitalistes afin de préparer le terrain à des expulsions massives, le PCF ne se battra pas contre, parce que sa direction aussi est engagée à préserver la santé du capitalisme français face à ses rivaux impérialistes. Voilà ce que signifie le "socialisme aux couleurs de la France" et "Produisons français".

Daniel Richter, dirigeant de la CFDT à Renault-Flins, se plaint du racisme de la classe ouvrière, de listes syndicales biffées par des membres de la CGT qui préfèrent annuler leur vote plutôt que voter pour un nom arabe (Sans frontière, avril). Que le poison du chauvinisme existe dans la classe ouvrière, ce n'est un secret pour personne. Et cela joue un rôle précis pour les capitalistes. Comme l'expliquait Pompidou au sujet de l'immigration massive du milieu des années 60: "L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le



Les contrôles policiers dans le métro parisien: la répression et la terreur quotidiennes contre les immigrés

Philippe Boudin/Rush

pauvres, dont 15% d'entre eux ont voté Le Pen, auraient eu une alternative à la haine raciale de la vermine fasciste. Il faut des groupes de défense ouvriers/immigrés pour stopper les attaques racistes et écraser les fascistes! Les flics apprendront certainement très vite à "respecter" leurs victimes actuelles s'ils savent qu'en réponse à chaque atrocité flicarde il y aura des grèves -- d'Usinor-Dunkerque à Flins et Aulnay jusqu'aux docks CGT de Marseille!

marché du travail et de résister à la pression sociale". Les pieuses préoccupations libérales de Richter ne peuvent masquer le fait que ce sont les confédérations syndicales elles-mêmes qui sont responsables pour avoir présenté les grèves de l'automobile combattives de cette année comme des "luttes des immigrés" isolées et d'avoir refusé de lever le petit doigt pour étendre les grèves à toute la Régie Renault et à toute l'industrie automobile. Ce sont les dirigeants traîtres des syndicats, français, marocains, algériens, qui ont maintenu les revendications des grévistes dans des limites strictes, sabotant ainsi une lutte potentielle puissante contre le gouvernement pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés, lutte qui aurait créé des liens cruciaux entre les travailleurs immigrés de l'industrie et leurs frères plus vulnérables.

UN MOT SUR L'"INTEGRISME"

Quant à la campagne d'affolement du gouvernement autour des soi-disant "intégristes" musulmans, nous pensons

Mais tous les bureaucrates syndicaux actuels et les dirigeants des défaites des communautés immigrées, d'Aulnay (où 8 dirigeants des grèves ont été licenciés) à Vénissieux, entretiennent l'illusion criminelle dans la confiance en Mitterrand et le mensonge que la "justice" française est capable d'être aveugle à la race, la couleur et la classe. Ils ne vont pas organiser la démonstration de force qui est cruellement nécessaire contre les flics assassins et les racistes parce qu'en faisant cela ils s'opposeraient directement à l'Etat capitaliste, pour mobiliser indépendamment et contre le gouvernement.

LE BOLCHEVIK

بشفيك

سقط الرعب الفئصري!

جميع الحقوق الوطنية للمهاجرين!

1981

Maintenant disponible en langue arabe

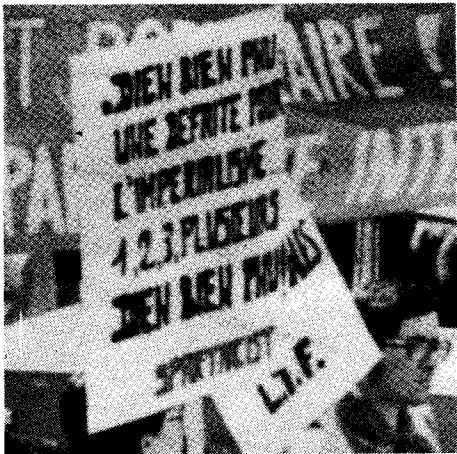
A BAS LA TERREUR RACISTE ! PLEINS DROITS DE CITOYENNETE POUR LES IMMIGRES !

2 F (port inclus) Commande: Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

USA/Chine ...

Suite de la page 12

Encore plus inquiétante est la façon dont cette attaque est présentée. "Face à la menace vietnamienne, les Etats-Unis envoient des missiles par air à la Thaïlande" titre le *New York Times*. Quelle menace? Pékin envoie une note diplomatique à Hanoï disant que si le Vietnam laisse "continuer à se développer la tendance aux provocations armées contre la frontière chinoise, il devra être tenu comme responsable pour les graves conséquences." Plus tôt, le chef d'état-major chinois déclarait à Bangkok que "si le Vietnam ose faire



Le Bolchévik

5 juin 1982 — Cortège de la LTF contre les fauteurs de guerre antisoviétiques Reagan et Mitterrand

une incursion armée en Thaïlande (...), l'armée chinoise ne restera pas sans rien faire". C'est là le langage de quelqu'un qui cherche à lancer une guerre, comme la Prusse de Bismarck à la veille de sa guerre contre la France en 1870. Les alliés des USA agissent de façon provocatrice, espérant attirer les Vietnamiens dans un piège et s'emparant ensuite de n'importe quel incident comme prétexte pour lancer une attaque sanglante.

Peut-être derrière ces provocations antivietnamiennes y-a-t-il un message de Reagan à Andropov: "Partez du Nicaragua et du Salvador et nous

vous laisserons avoir le Vietnam." Mais le corollaire en est: "C'est ce que nous avons l'intention de faire à l'Union soviétique." Les Chinois sont en train d'expliquer au Kremlin que le prix de la détente est de lâcher le Vietnam. Le Vietnam est très loin de la Russie et la liaison se fait depuis Vladivostok au travers de l'Océan Pacifique occidental. Les Américains pourraient facilement interdire ces voies de navigation, mais ils auraient alors la troisième guerre mondiale. Aussi cela dépend-il de ce que vont faire les soviétiques et aussi du niveau de folie de ces gars de Washington.

La frontière sino-vietnamienne pourrait bien devenir l'occasion du déclenchement de la troisième guerre mondiale depuis le début de 1979 quand la Chine, jurant de "donner au Vietnam une leçon sanglante", envahit cette nation et finit par recevoir elle-même une leçon sanglante. Peut-être les USA, utilisant la Chine comme instrument, cherchent-ils maintenant à écraser réellement le Vietnam. Deux à trois millions de Chinois peuvent en mourir. Alors que l'armée vietnamienne est largement supérieure à l'armée chinoise "homme-pour-homme", le rapport de population des deux pays est de 50 millions à un milliard. Les Chinois peuvent mettre sur le champ de bataille plus de soldats que les Vietnamiens n'ont d'enfants. Il est bien possible que le Vietnam soit au bord de l'extinction. Si la Chine l'envahit, tout le monde partout doit se rallier à la défense du Vietnam par tous les moyens possibles.

Le Vietnam a héroïquement combattu le colonialisme français et l'impérialisme américain pendant 30 ans et il a gagné. L'armée vietnamienne de paysans et d'ouvriers a infligé aux Etats-Unis la défaite la plus humiliante qu'ils aient jamais subie. L'image de ces Marines cherchant désespérément à s'échapper par le toit de l'ambassade américaine à Saïgon (aujourd'hui Hochiminhville) reste un souvenir marquant, amer, pour les hommes qui siègent au Pentagone, pour le quartier général de la CIA à Langley et dans les autres couloirs du pouvoir à Washington. Ils brûlent d'envie de se venger

de ce peuple numériquement faible mais héroïque.

Et dans la Chine mao-stalinienne, frustrée dans ses ambitions de devenir le pouvoir hégémonique en Indochine, l'impérialisme américain a trouvé un instrument prêt à attaquer le Vietnam. A la fin de 1978, peu après que le Vietnam eut renversé au Cambodge le régime haï de Pol Pot, un régime de génocide qui tua au moins deux millions de ses propres citoyens, Washington a donné le feu vert à Pékin pour une invasion "punitiv" du Vietnam, bien que cela ne tournât pas de cette façon. Nous écrivions alors: "(...) l'invasion chinoise est clairement achevée avec l'opposition impérialiste aux acquis de la révolution vietnamienne, gagnés au prix de plus d'un million de morts et de décennies de lutte. Les socialistes et les militants ouvriers du monde entier doivent exiger que la Chine quitte le Vietnam immédiatement! Nous appelons les ouvriers et paysans de l'Etat ouvrier déformé chinois à exiger que cesse l'obsécène et sinistre alliance antisoviétique Pékin-Washington dont le but est maintenant de répandre le sang des masses travailleuses du Vietnam ("Chine, dehors!", *Workers Vanguard* n°226, 2 mars 1979).

L'armée chinoise s'est retirée à ce moment-là avec de lourdes pertes. Depuis, Washington et Pékin ont toujours maintenu une pression militaire sur le Vietnam, principalement à travers leur soutien aux résidus des khmers rouges du boucher détesté Pol Pot et aux insurgés réactionnaires du Cambodge soutenus par la Thaïlande. Et il semble que les Vietnamiens soient finalement en train de nettoyer les enclaves frontalières de la vermine contre-révolutionnaire, ce qui pousse naturellement ses partisans impérialistes à crier à l'"atrocité!"

Le prix que les Vietnamiens doivent payer pour riposter aux constantes menaces militaires est très lourd. Ils souffrent des conséquences cruelles de trois décennies de guerre impérialiste et de dévastation: le revenu moyen par personne en 1981 était seulement de 153 dollars [environ 1100 francs], ce qui les met au rang des nations les plus pauvres. Sous

la pression des USA, la plupart des pays capitalistes occidentaux ont coupé toute aide et tout crédit aux Vietnamiens. L'aide économique de l'Europe de l'Est va être réduite de quelque 20%. C'est avec aigreur que nous voyons les ressources de l'économie collectivisée soviétique dépensées pour engraisser les ventres des cléricaux-fascistes pilsudskistes en Pologne, alors que le peuple héroïque du Vietnam endure une pauvreté cruelle pour faire face aux forces puissantes déployées contre lui.

En forçant le Vietnam à faire de massives dépenses militaires au Cambodge et sur la frontière chinoise, l'impérialisme américain cherche à affamer le peuple vietnamien et à empêcher le gouvernement de reconstruire l'économie ravagée par la guerre. Un autre allié important des USA contre le Vietnam est l'Australie dont le premier ministre travailliste droitier récemment élu s'est de façon provocante présenté comme l'homme de Reagan en Asie. Durant les quelques derniers mois, Washington a de façon évidente décidé d'augmenter les pressions sur le Vietnam de tous les côtés. Quand le secrétaire d'Etat américain George Shultz a visité Pékin en février, lui et ses hôtes chinois se sont mis d'accord pour une coopération militaire plus étroite.

Malgré les récentes frictions qui ont troublé l'alliance antisoviétique Washington-Pékin (sur les ventes d'armes par les USA à Taïwan), la Chine continue à jouer le jeu des USA, particulièrement contre le Vietnam. Cependant, si l'impérialisme américain atteint son but final de détruire l'Union soviétique, la République populaire de Chine ne survivra pas longtemps. Quelqu'un peut-il douter qu'un anticommuniste aussi fanatique que Reagan aimerait rendre la Chine aux héritiers de Chang Kai-Chek qui dirigent maintenant Taïwan sous la protection américaine? La défense non seulement de la révolution vietnamienne mais aussi des acquis de la révolution chinoise et, en fin de compte, de l'Union soviétique exige: USA/Chine, bas les pattes devant le Vietnam!

-- Traduit de *Workers Vanguard* n°328

que les ouvriers en grève ont eux-mêmes démolis cette tentative d'attiser la haine raciale: "Donnez-nous une bouteille de whisky et vous allez voir si on est des intégristes islamiques", expliquèrent-ils aux journalistes. Mais pour dire toute la vérité, c'est le gouvernement Giscard lui-même qui encouragea l'influence des chefs religieux pour "mieux maintenir leur ordre" dans les foyers Sonacotra (*Libération*, 1er février). Avec l'échec patent des partis réformistes de masse chauvins, la quasi-indifférence des pseudo-trotskyistes et la banqueroute du nationalisme arabe "révolutionnaire", il ne serait pas surprenant de voir s'accroître l'influence de la religion. Un fait révoltant est que la CGT aussi "donnait des facilités particulières aux imams pour qu'ils puissent prendre la parole devant les travailleurs sur le terre-plein devant l'usine" (*Libération*, 1er février), et pour les mêmes raisons que Giscard. Seuls les trotskystes de la LTF cherchent à libérer les travailleurs de l'obscurantisme de leurs préjugés religieux. Alors que le PCF a soutenu l'arrivée au pouvoir du mollah réactionnaire Khomeiny, la Ligue trotskyste proclamait: "A bas le voile! A bas les mollahs! Pour la révolution prolétarienne en Iran!"

Seule l'intervention d'un parti révolutionnaire trotskyste, avec un programme capable de transcender les divisions nationales et raciales, peut fournir une issue à la population immigrée de France, maghrébine, africaine et autres et vaincre l'oppression raciale par la lutte de classe. Les travailleurs immigrés ont maintenant démontré, dans le secteur stratégique de l'automobile, qu'ils dirigeront et seront un levier pour la mobilisation, une réponse unifiée de la classe ouvrière à la crise capitaliste. La classe ouvrière organisée, qui a un intérêt vital à combattre l'intensifica-

tion de la répression policière et la montée du fascisme, doit se battre pour défendre les communautés et les travailleurs maghrébins et africains. Et pour mener à bien cette tâche, il faut arracher la classe ouvrière à l'emprise des traîtres stalinien et sociaux-démocrates qui défendent la "grandeur de la France", bien pâlie, qui fut construite sur les cadavres et le sang de millions d'esclaves des colonies.

- Flics hors des quartiers immigrés!
- A bas la loi "Sécurité et liberté"!
- Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!
- Pour des groupes de défense ouvriers/immigrés pour stopper les attaques racistes et écraser les fascistes!
- Travailleurs français/immigrés, même patron, même combat!

Marchais ...

Suite de la page 12

le prix de la participation du PCF au front populaire de Mitterrand.

Au nom de l'"indépendance nationale" le PCF soutient la force de frappe, dont la cible ne peut être que l'Union soviétique, depuis une décennie. Par contre, certaines armes, comme la bombe à neutrons, sont devenues l'incarnation du mal. Mais depuis que la France "socialiste" pro-OTAN a mis son poids derrière ces armes, on n'entend plus rien. Ou, pire encore, Marchais explique, à propos des euromissiles, que "le PCF a fait totalement sienne la politique du gouvernement de la France" (*L'Humanité*, 24 mars), qui est justement le soutien à outrance à ces missiles.

Il était une fois quand Charles Fiterman pouvait déclarer: "Ne pas voter une motion de censure destinée à critiquer l'attitude du gouvernement

dans l'affaire des nouvelles fusées américaines revient à approuver cette attitude. (...) Tant que cela ne prête pas à conséquence, les dirigeants socialistes multiplient les déclarations qui leur donnent un visage très à gauche, très anti-impérialiste. Mais dès lors qu'il s'agit de passer à l'action, dès lors qu'il s'agit de s'attaquer au capital, à l'impérialisme, c'est terminé" (*L'Humanité*, 21 décembre 1979).

Le problème c'est que même il y a quatre ans (ou pendant sa phase "combative" à l'apogée de la première guerre froide dans les années 50), le PCF ne défendait pas véritablement l'URSS, avec une position de classe. En 1979 Marchais déclarait "Non à tout alignement". Pour la direction du PCF, la question n'était pas de défendre les acquis de l'expropriation de la bourgeoisie en 1917: l'économie collectivisée et planifiée sur un sixième du globe contre la restauration capitaliste. Non, en 1979 (comme en 1952), elle préférait bavarder sur la défense de la "souveraineté nationale" contre les "boches" et au nom de la "paix" (y compris l'appel à Wojtyla!)

Pour ne pas couper les ponts avec les forces bourgeoises "éprises de paix", le PCF cache les véritables raisons de la course à la guerre antisoviétique. Le stalinisme, qui a systématiquement méséduqué plusieurs générations de militants dans l'utopie d'une "voie pacifique au socialisme" est réduit à traiter la menace de guerre nucléaire -- produit de l'agonie mortelle du capitalisme -- comme une espèce de catastrophe naturelle contre laquelle il faut rassembler tous les hommes de bonne volonté.

Comme tous les réformistes, le PCF cherche à cacher la simple vérité que la bourgeoisie ne se désar-

mera jamais et sera désarmée seulement par les ouvriers en armes. Mais depuis 1935, ce parti réformiste est devenu en même temps le fervent partisan de la "défense nationale" -- le soutien au militarisme bourgeois, même quand celui-ci est dirigé contre l'Union soviétique. C'est un gage offert à "sa" propre bourgeoisie.

Les racines de cette trahison doivent être cherchées dans le fait que les partis communistes voient la "défense" de l'Union soviétique à travers l'optique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne soviétique: la recherche d'une "coexistence pacifique" avec une mythique aile "progressiste" de la bourgeoisie. Si cette bourgeoisie est prête à se servir de l'URSS contre ses rivaux impérialistes du moment, c'est pour ensuite se retourner contre son allié soviétique d'hier. Naturellement. Sa haine contre un Etat prolétarien, dont l'existence même pose un défi au système capitaliste, est primordiale. C'est pourquoi, pour nous trotskystes, la défense intransigeante des acquis d'Octobre est inséparable de notre lutte pour le renversement de cette couche de bureaucrates privilégiés, qui, à cause de leur politique de conciliation avec l'impérialisme, mettent ces acquis en danger.

Mais, au nom de la chimère de la détente, les partis communistes ont été amenés à devenir les agents de la collaboration de classes -- subordonnant les intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie. Aujourd'hui, les militants du PCF sont emprisonnés dans le carcan de leur participation au gouvernement bourgeois front-populiste. Défendre l'Union soviétique -- rompre avec Mitterrand et la voie social-chauvine du "socialisme aux couleurs de la France" -- la seule voie c'est la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat. ■

Provocations antisoviétiques

Marchais avale les couleuvres de la guerre froide

Quand Andropov a fait remarquer que, parmi les 47 diplomates soviétiques récemment expulsés, plusieurs n'étaient en France que depuis quelques mois, ou même quelques semaines, il a mis le doigt sur le caractère provocateur de l'expulsion.

A une époque où n'importe quelle ambassade dans le monde peut bien être considérée comme un "nid d'espions", est-il besoin de rappeler que les ambassades françaises en Afrique sont truffées de barbouzes ou que les ambassades américaines en Amérique latine regorgent de tortionnaires de la CIA?

Les "faits divers" évoqués à l'appui du "péril rouge" étant assez minces pour justifier cette expulsion en masse, même la presse bourgeoise fut obligée de spéculer sur les dessous politiques. Bruyante manifestation de l'anticommunisme du front populaire de Mitterrand, pour renforcer sa prétention à être le porte-parole européen de la campagne belliciste antisoviétique? Assurément. Petit signe en direction de Wall Street à la veille du sommet de Williamsburg? Probablement.

Comme par hasard l'"espionnite" éclate partout précisément au moment où l'impérialisme américain essaie de présenter son budget militaire -- le plus énorme dans l'histoire de l'humanité -- comme une défense de la "paix". Et juste au moment où Reagan demande un effort militaire accru à ses alliés impérialistes. Ainsi le "scandale" à propos du KGB au Japon arrive en même temps que la déclaration du ministre de la défense japonais affirmant que le Japon doit être converti en "portavions insubmersible" contre l'URSS.

On parle du KGB alors que des centaines d'agents de la CIA sont à l'oeuvre en Amérique centrale. On colporte des mensonges sur la "pluie jaune" alors que l'OTAN déclare ouvertement son intention de lancer des "attaques préventives" à l'aide des armes nucléaires "tactiques" ou chimiques en Europe centrale. Après les assassinats de Ben Barka,

de Lumumba, de Guevara et d'Allende, on s'indigne sur le soi-disant complot soviétique contre le pape. (Si les Bulgares sont derrière ce fasciste turc, qui est derrière le prêtre intégriste qui, lui aussi, a tenté le coup?)

En France, ce sont les Roumains qui donnent le goût d'intrigue maintenant devenu indispensable depuis la "disparition" de Tanase, "dissident" de service de la DST. Mais il y a aussi le cas du médecin Augoyard dont le procès, typiquement stalinien, n'empêche nullement de constater qu'il a matériellement aidé les réactionnaires afghans à la solde de la CIA. Et tout cela sert de merveilleuse couverture pendant que Mitterrand se dote d'armes nucléaires "tactiques" nécessaires pour participer pleinement aux côtés des forces de l'OTAN dans une guerre antisoviétique.

Ce qui est vraiment sinistre dans l'affaire des 47, c'est l'insinuation que les pacifistes européens sont manipulés par le KGB. *Le Monde* (8 avril) cite, tout à fait sérieusement, le cas d'un certain Vladimir Stoupchine qui, nous dit-on, donnait des conférences sur le pacifisme "dans un certain nombre de villes de garnisons de l'Est". Malheureusement, un des symptômes de la dégénérescence stalinienne de l'URSS est précisément que ces bureaucrates ossifiés ne rêveront jamais de mener un travail de propagande léniniste dans les armées impérialistes!

Est-ce qu'on va vers une chasse aux sorcières contre n'importe quel opposant de gauche au front populaire d'austérité et de guerre froide? Mauroy a déjà montré la voie en traitant les grévistes maghrébins de Citroën d'"agents de Khomeiny".

LE PCF: COMPLICE DE L'OTAN

Que décembre 1979, quand les Jeunesses communistes défilaient contre les euromissiles aux cris de "Mitterrand, complice de l'OTAN", semble bien loin! Le PCF ne se con-



Apeteguy-sola/Gamma



Sygma

L'expulsion de 47 diplomates soviétiques (en haut) et un missile Pluton et son équipage (en bas). L'"espionnite" hystérique couvre les préparatifs de guerre antisoviétique.

tente pas d'un silence complice sur la campagne de Mitterrand pour les missiles américains en Europe. Le parti multiplie ses déclarations de loyauté à l'Alliance atlantique

("conception géographique" d'après Le Pors!). Faire passer le programme gouvernemental d'austérité et avaler sa politique de guerre froide -- voilà

Suite page 11

USA/Chine, bas les pattes devant le Vietnam!

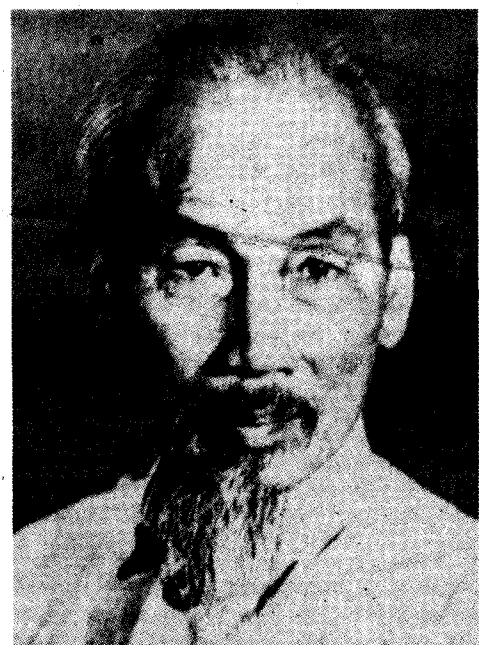
Déclaration de la Spartacist League/US

19 avril -- Une fois de plus, il apparaît que l'impérialisme américain cherche à écraser le Vietnam. Au cours du week-end, et pour la première fois depuis son invasion de 1979, la Chine, l'allié antisoviétique de Washington en Asie, a déclenché des tirs d'artillerie contre le Vietnam. Pendant ce

temps, les Etats-Unis sont en train d'expédier à la Thaïlande des armements ultra-modernes -- missiles anti-aériens Redeye, canons à longue portée de 155 millimètres, etc. Plus tôt dans le mois, des avions de guerre fournis par les USA ont déversé du napalm sur les forces vietnamiennes au Cambodge (Kampuchéa). Puis arriva un rapport inquiétant selon lequel le directeur de la CIA William Casey avait

dîné avec l'ancien maréchal sud-vietnamien Ky (l'adorateur d'Hitler en treillis) au palais présidentiel philippin, à Manille. La frontière chinoise, la frontière cambodgienne, les actions pour tâter le terrain au Sud... les Etats-Unis sont en train d'orchestrer une attaque tout autour du Vietnam aussi bien qu'à l'intérieur même. Les trotskystes exigent: USA/Chine, bas les pattes!

Suite page 11



Hô Chi Minh

RDV